

Lénine & Trotsky

De l'Ukraine



1917-1939

Lénine & Zinoviev
Le Socialisme
et la Guerre



Lénine
L'État et la
révolution



Lukács



Lénine
1924

Slaughter

Lénine
sur la dialectique



1963

L'Ukraine contemporaine a été entièrement et complètement créée par la Russie communiste, bolchévique. Ce processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses camarades ont agi de façon vraiment peu délicate avec la Russie. (Vladimir Poutine, 21 février 2022)

Je considère les Russes et les Ukrainiens comme un seul peuple. En ce sens, toute l'Ukraine est nôtre. (Vladimir Poutine, 20 juin 2025)

Marie

**Lutte nationale et lutte de classes
en Ukraine (2022) p. 4**

Lénine

L'Ukraine (1917) p. 9

**L'Ukraine et la défaite des partis dirigeants
de la Russie (1917) p. 11**

Décret sur la lutte contre l'antisémitisme (1918) p. 17

Résolution sur l'Ukraine (1919) p. 28

Extraits du « testament » (1922) p. 31

Trotsky

Leçons militaires d'Ukraine (1919) p. 18

Les bandes de Makhno (1919) p. 23

**Aux troupes rouges qui franchissent les frontières de
l'Ukraine (1919) p. 27**

Aux camarades ukrainiens du Canada (1934) p. 31

La question ukrainienne (1939) p. 32

**L'indépendance de l'Ukraine
et les brouillons sectaires (1939) p. 40**

Le mystère est éclairci (1939) p. 51

Jean-Jacques Marie

Lutte nationale et lutte des classes en Ukraine

Un mélange inextricable de mythe et de réalité

L'histoire de la nation ukrainienne mélange de façon parfois inextricable mythe et réalité. Les historiens ukrainiens font souvent remonter l'histoire de l'Ukraine à la fin du X^e siècle après Jésus-Christ... Ainsi le billet de 1 hryvnia porte le portrait de Volodimir (Vladimir) le Grand, le prince de Kiev, qui à la fin du X^e siècle après JC unifia sous son sceptre toute une série de tribus slaves païennes et leur imposa le christianisme orthodoxe et dont l'empire portait le nom de Rous.

L'idée d'une nation ukrainienne n'est apparue qu'au début du XIX^e siècle, et l'ensemble des territoires sur lesquels vivent des Ukrainiens n'ont été rassemblés pour la première fois au sein d'un ensemble géographique unique qu'en 1945 dans la République socialiste soviétique d'Ukraine qui n'avait que des attributs formels d'un État indépendant. Et l'Ukraine n'existera comme État formellement indépendant qu'à partir



de décembre 1991 lors de la dissolution de l'Union soviétique signée par Boris Eltsine et les représentants de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Le terme d'Ukraine (Ukraina) apparaît, lui, à la fin du XVI^e siècle, à la fin de l'occupation mongole quand les royaumes de Lituanie et de Pologne fusionnent en un royaume de Lituanie et de Pologne, dominé par l'aristocratie polonaise, au sein duquel sont intégrés l'essentiel des territoires jadis soumis aux princes de Kiev. Ukraina signifie « le territoire frontalier ». Ses habitants sont désignés sous le vocable de Roussinskie traduit en français par Ruthène. Le terme d'Ukraine désigne alors une entité territoriale et non une identité nationale, même embryonnaire. Ce territoire frontalier, confronté aux incursions des Tatares installés en Crimée depuis le XIV^e siècle, va donner naissance à une formation sociale particulière : celle des cosaques, des paysans libres et armés (le mot cosaque vient d'un mot turc qui veut dire homme libre) qui assurent la défense de ses territoires contre les incursions tatares. Au lendemain de la révolte cosaque de Khmelnytsky, qui d'abord dressée contre les nobles polonais s'était muée en mouvement social de paysans libres contre les grands propriétaires fonciers polonais et en guerre de religion d'orthodoxes contre les catholiques et les juifs, Khmelnytsky crée un éphémère État autonome ukrainien cosaque. Mais « ukrainien », dans cet intitulé, a un sens essentiellement géographique même s'il regroupe des populations slaves parlant des dialectes très voisins issus du vieux slave ou slavons. Le contenu est celui de « cosaque ». Par le traité de Pereaslav, signé en 1654, cet État autonome cosaque se place sous la protection de la Russie et perd toute autonomie après la défaite de Mazepa. Les autorités russes qualifient cet État de « Petite-Russie » et ses habitants de Petits-Russes. Au moment, en 1659, où se forme le royaume unifié de Lituanie et de Pologne dominé par l'Église catholique alors que la vieille Rous a adopté l'orthodoxie byzantine, se constitue sous la pression du clergé polonais une Église gréco-catholique dite uniates qui observe les rites orthodoxes mais reconnaît l'autorité du Vatican, Église qui s'implantera surtout en Ukraine occidentale, en Galicie et jouera un rôle important tout au long de l'histoire de l'Ukraine.

Cette indifférenciation du contenu national est une réalité générale jusqu'à la fin du XVIII^e siècle lorsque la Révolution française puis le développement du capitalisme et la formation de bourgeoisies nationales donneront une vive impulsion à l'idée de nation.

Une idée nationale tardive

L'Ukraine restera longtemps en dehors de ce processus pour deux raisons. D'une part, c'est une terre divisée entre plusieurs royaumes : Pologne, Russie et Roumanie puis, après les trois partages de la Pologne

de 1775, 1793 et 1795 : Russie, Autriche-Hongrie et Roumanie. D'autre part, en 1783, l'année où elle arrache la Crimée à l'Empire ottoman, Catherine II interdit aux paysans qui constituent l'écrasante majorité des Ukrainiens de quitter les terres seigneuriales ; cette population paysanne, réduite à l'état de servage jusqu'au début des années 1860 dans la partie très majoritaire de l'Ukraine intégrée à l'Empire russe, reste en dehors du développement de l'industrialisation. Les paysans serfs de par leur condition sociale ne peuvent développer de conscience nationale puisque le serf est un objet vendable à merci qualifié d'« âme ». Après l'abolition du servage, ces paysans rejettent les lourdes indemnités qu'ils doivent payer à leurs anciens maîtres et ont une soif inextinguible de terre que l'abolition du servage n'a fait qu'accroître tant les lopins qui leur étaient attribués étaient misérables (de 1 à 3 hectares pour des familles nombreuses).

L'idée nationale ukrainienne qui se forme au début du XIX^e siècle concerne donc surtout de maigres couches urbanisées, une petite intelligentsia symbolisée par l'écrivain et peintre Taras Chevtchenko, fondateur d'une langue ukrainienne littéraire, dont la modeste naissance inquiète fort le tsar Nicolas I^{er} qui exile Chevtchenko et lui interdit d'écrire en ukrainien et même de peindre. Cette intelligentsia publie des revues littéraires et historiques en ukrainien à diffusion modeste pour promouvoir



Fig. 3

Les frontières modernes projetées sur la carte de la « République des deux Nations » (Pologne-Lituanie) à son apogée au début du XVII^e siècle.

[Poznaniak+Bogomolov.PL / Wikimedia Commons]

une langue ukrainienne alors éclatée en dialectes voisins parlés par des paysans, alors que l'intelligentsia parle russe. Ainsi l'ukrainien Gogol écrit toute son œuvre en russe. Même en Galicie autrichienne où la monarchie de cet empire multinational se montre plus libérale, le nationalisme ukrainien est encore balbutiant et beaucoup plus marqué par l'influence du clergé uniaste. Cette réalité poussera Rosa Luxemburg à affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels et n'avait aucune réalité historique.

Les conséquences de la Révolution russe

Au lendemain de février 1917, se développe en Ukraine une aspiration à l'autonomie au sein d'une république confédérée. Les partis démocratiques ukrainiens créent une Rada centrale qui ignore l'aspiration des paysans à se partager les terres des grands propriétaires terriens. Au lendemain d'Octobre, la Rada centrale proclame la République populaire ukrainienne que les Allemands et les Autrichiens reconnaissent à Brest-Litovsk pour signer avec elle une paix séparée. Mais ils ont besoin de mettre la main sur les ressources agricoles du pays pour nourrir les populations affamées de leurs deux empires. Ils renversent donc le gouvernement et installent un ataman, Skoropadsky. La guerre civile qui ravage l'Ukraine pendant plus de trois ans et dresse les uns contre les autres les blancs commandés par Anton Denikine, qui veulent restaurer la Russie une et indivisible, et, là où ils s'installent reprennent les terres aux paysans et interdisent l'emploi de l'ukrainien, les nationalistes ukrainiens commandés par Petlioura, l'Armée rouge bolchevique et les bandes de paysans insurgées dits les Verts dont la plus connue est l'armée de l'anarchiste paysan Makhno. L'Armée rouge contrôle l'Ukraine à la fin de 1920... Les blancs de Denikine et les nationalistes de Petlioura déclenchent les plus vastes pogroms antijuifs de la période pré nazie, auxquels se livrent parfois les groupes anarchistes paysans de Makhno et la Cavalerie rouge de Boudienny qui comprend des cosaques.

Au lendemain de la première guerre mondiale et de la paix de Riga signée entre l'URSS et la Pologne en 1921, les Ukrainiens sont divisés entre cinq États : l'URSS (qui en rassemble près des 4/5^e), la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie. La victoire des bolcheviks débouche sur la création d'une République socialiste soviétique d'Ukraine où les bolcheviks mènent dès 1923 une politique dite d'ukrainisation poursuivie jusqu'au début des années 1930. Lénine développe des positions « fédéralistes » (opposées aux positions centralistes staliennes) favorables à l'autodétermination. Aujourd'hui les maïdanistes [du mouvement de la place Maidan de Kiev en 2013-14, sous contrôle des nationalistes bourgeois] détruisent les statues... sans savoir que c'est sous son impulsion que la langue ukrainienne a été enseignée

comme jamais auparavant ni ailleurs dans les territoires ukrainiens sous occupations polonaise ou roumaine.

L'ukrainisation

Tous les employés de l'État doivent sous peine de licenciement apprendre l'ukrainien dans un délai d'un an. L'enseignement et les publications en ukrainien sont systématiquement développés. En 1926, le nouveau secrétaire du PC ukrainien Kaganovitch, exige que tout l'appareil de l'État soit ukrainisé. Toutes ces mesures aboutissent à ce qu'en 1927, 70 % des actes officiels sont rédigés en ukrainien contre 20 % en 1925 ; en réponse à un sondage, 39,8 % des employés de l'État affirment connaître bien l'ukrainien, 31,7 % de façon satisfaisante (ce qui est sans doute exagéré). Plus certain : en 1929, 83 % des écoles primaires et 66 % des écoles dites moyennes ou collèges délivraient leur enseignement en ukrainien. En 1932, 88 % des publications périodiques et 77 % des livres publiés en Ukraine l'étaient en ukrainien. La même politique était appliquée vis-à-vis des Juifs, nombreux en Ukraine, avec le développement d'écoles et de publications en yiddish [la langue parlée par la majorité des Juifs d'Europe de l'est] au même rythme. L'historien canadien d'origine ukrainienne Serguei Ekelitchik conclut de ces faits que « *le pouvoir soviétique a contribué à l'achèvement du processus de formation d'une nation ukrainienne* ».

La bureaucratie soviétique s'en inquiète, Staline, en 1932, met fin à la politique d'ukrainisation (comme au développement du yiddish). Coïncidence, l'hiver 1932-1933 est marqué en Ukraine par une famine terrible, la conjonction des deux événements débouche en 1933 sur le suicide de Nicolas Skrypnyk dirigeant du PC ukrainien favorable à l'ukrainisation et de l'écrivain Khvylevoi, grand défenseur et promoteur de la culture et de la littérature ukrainienne. Une politique de russification se met lentement en place.

En mars 1939, après avoir dépecé la Tchécoslovaquie et mis la main sur sa province de Ruthénie autonome, Hitler, lance un projet de Grande Ukraine dirigé contre l'URSS qu'il abandonne dès qu'il décide de se rapprocher de Staline. En avril 1939 Trotsky écrit : « *La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe* » et se prononce pour l'indépendance de l'Ukraine et pour la création d'une République socialiste d'Ukraine contre la dictature de la bureaucratie stalinienne.

En septembre 1939, l'URSS envahit la Pologne et conquiert la Galicie, puis en 1940, conquiert deux territoires roumains habités par des Ukrainiens, la Bessarabie du sud et la Bucovine du nord. [...]

« L'Ukraine hier et aujourd'hui »

Cahiers du mouvement ouvrier, 16 mars 2022

Vladimir Lénine

L'Ukraine

La faillite de la politique du nouveau gouvernement provisoire, gouvernement de coalition, ressort avec un relief de plus en plus accentué. « L'acte universel » sur l'organisation de l'Ukraine promulgué par la Rada centrale d'Ukraine et adopté le 11 juin 1917 par le congrès des délégués des unités militaires d'Ukraine, constitue une dénonciation directe de cette politique et la preuve tangible de sa faillite.

Sans se séparer du reste de la Russie, sans rompre avec l'État russe, est-il proclamé dans cet acte [de la Rada], le peuple ukrainien doit avoir sur son territoire le droit de disposer lui-même de sa propre vie... Toutes les lois visant à établir l'ordre ici, en Ukraine, ne peuvent être promulguées que par notre assemblée ukrainienne ; quant aux lois qui établiront l'ordre sur toute l'étendue de l'État russe, elles doivent être l'œuvre d'un parlement de toute la Russie.

Paroles d'une clarté parfaite. Elles disent avec une précision absolue que le peuple ukrainien ne veut pas actuellement se séparer de la Russie. Il réclame l'autonomie, sans nier le moins du monde la nécessité et l'autorité supérieure d'un « parlement de toute la Russie ». Pas un démocrate, pour ne rien dire d'un socialiste, n'osera contester l'entière légitimité des revendications ukrainiennes. Pas un démocrate, de même, ne peut nier le droit de l'Ukraine à se séparer librement de la Russie : c'est précisé-

Au lendemain de la révolution de février 1917, les partis « démocratiques » ukrainiens créent en avril 1917 une Rada centrale, une sorte d'assemblée constituante. Au départ, les autres nationalités de l'Ukraine sont privées de droit de vote. Le président est Mykhailo Hrouchevsky. La Rada ignore l'aspiration des paysans à se partager les terres des grands propriétaires terriens.

De son côté, le gouvernement provisoire de Russie est constitué des « cadets » du Parti constitutionnel-démocrate, le principal parti bourgeois, des populistes du Parti socialiste révolutionnaire (quotidien *Diélo Naroda*, La Cause du peuple) et des mencheviks du POSDR (quotidien *Rabotchaïa Gazéta*, La Gazette ouvrière). Parmi les ministres cadets figurent des capitalistes et des grands propriétaires fonciers d'Ukraine. Le gouvernement provisoire russe s'efforce de poursuivre la guerre, de freiner la prise des terres par les paysans et refuse d'accorder l'autonomie aux nations périphériques.

ment la reconnaissance sans réserve de ce droit, et elle seule, qui permet de mener campagne en faveur de la libre union des Ukrainiens et des Grands-Russes [Russes par opposition aux Biélorusses de la « Russie blanche » et aux Ukrainiens de la « petite Russie »], de l'union volontaire des deux peuples en un seul État. Seule la reconnaissance sans réserve de ce droit peut rompre effectivement, à jamais et complètement, avec le maudit passé tsariste qui a tout fait pour rendre étrangers les uns aux autres des peuples si proches par leur langue, leur territoire, leur caractère et leur histoire. Le tsarisme maudit faisait des Grands-Russes les bourreaux du peuple ukrainien, entretenant systématiquement chez ce dernier la haine de ceux qui allaient jusqu'à empêcher les enfants ukrainiens de parler leur langue maternelle et de faire leurs études dans cette langue.

La démocratie révolutionnaire de la Russie doit, si elle veut être vraiment révolutionnaire, si elle veut être une vraie démocratie, rompre avec ce passé, reconquérir pour elle-même et pour les ouvriers et les paysans de Russie la confiance fraternelle des ouvriers et des paysans



Territoires peuplés en majorité d'Ukrainiens

Frontières internationales, 1914

Limites des provinces russes et austro-hongroises sur le territoire ethnographique ukrainien, 1914.
(RH : Ruthénie hongroise ou Transcarpathie / BK : Bukovine)

d'Ukraine. On ne peut pas y arriver sans reconnaître dans leur intégrité les droits de l'Ukraine, y compris le droit de libre séparation.

Nous ne sommes pas partisans des petits États. Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des Ukrainiens, ne voulant pas imposer à ceux-ci son amitié, mais gagner la leur en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme.

La *Reteh*, journal des contrerévolutionnaires bourgeois exaspérés, fous de rage, attaque furieusement les Ukrainiens en raison de leur décision « arbitraire ». « *L'acte des Ukrainiens* » serait « *un crime manifeste contre la loi, appelant sans délai de sévères sanctions légales* ». On ne saurait rien ajouter à ce déchainement bestial des contrerévolutionnaires bourgeois. À bas les contrerévolutionnaires de la bourgeoisie ! Vive la libre union des paysans et des ouvriers libres de la libre Ukraine avec les ouvriers et les paysans de la Russie révolutionnaire !

28 juin 1917

Oeuvres, t. 25, Progrès, p. 90-92

L'Ukraine et la défaite des partis dirigeants de la Russie

Les partis dirigeants de la Russie, c'est-à-dire les cadets [parti bourgeois « libéral » PKD] qui ont la majorité au gouvernement et la toute-puissance économique du capital, les socialistes-révolutionnaires [PSR populiste] et les mencheviks [fraction opportuniste du POSDR] qui ont maintenant une majorité manifeste dans le pays (mais sont impuissants au gouvernement comme dans l'économie capitaliste du pays), viennent tous de subir une défaite éclatante, à l'échelle de l'État tout entier et sur une question des plus importantes, la question ukrainienne.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont toléré que le gouvernement provisoire des cadets, c'est-à-dire des bourgeois contrerévolutionnaires, ne fasse pas son devoir démocratique élémentaire, ne se déclare pas en faveur de l'autonomie et de l'entière liberté de séparation de l'Ukraine. Les Ukrainiens exigeaient, comme nous en informons aujourd'hui dans le *Diélo Naroda* [PSR] le ministre Tchernov ,

infiniment moins que cela, à savoir « *que le gouvernement provisoire proclame par un acte spécial n'être point hostile au droit du peuple ukrainien à l'autonomie* ». Cette revendication est des plus modestes et des plus légitimes, non moins que les deux suivantes :

1. L'Ukraine élit, par l'organe de la population locale, un représentant au gouvernement central de la Russie. À quel point cette revendication est modeste, nous le voyons par le fait que l'on comptait en 1897, en Russie, 43 % de Russes et 17 % d'Ukrainiens ; c'est-à-dire que les Ukrainiens pourraient prétendre non à un ministre sur 16, mais à 6 !

2. Il doit y avoir en Ukraine « un représentant du gouvernement central de la Russie élu par la population locale ». Quoi de plus légitime ? De quel droit un démocrate s'écarterait-il du principe théoriquement démontré et consacré par l'expérience des révolutions démocratiques : « *aucune désignation des autorités locales par les autorités supérieures* » ?

Le refus de satisfaire ces revendications si modestes et si légitimes a été, de la part du Gouvernement provisoire, un geste d'une impudence inouïe, d'une insolence sans borne de contrerévolutionnaires ; il a constitué une véritable manifestation de la politique grand-russe du « poing sur la figure ». Et les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, se moquant de leurs propres programmes de parti, ont toléré cette attitude d'un gouvernement dont ils font partie et la défendent maintenant dans leurs journaux ! À quelle honte en sont-ils arrivés ! Combien pitoyables sont aujourd'hui les dérobades de leurs organes, le *Diélo Naroda* et la *Rabotchaïa Gazéta* [PODSR menchevik] !

Chaos, trouble, « léninisme dans la question nationale », anarchie, telles sont les vociférations de forcené propriétaire terrien que ces deux journaux adressent aux Ukrainiens. Laissons les exclamations. Les arguments de fond ? On ne pourrait, avant l'assemblée constituante, établir « légitimement » ni les frontières de l'Ukraine, ni sa volonté, ni son droit au prélèvement des impôts, etc. Voilà le seul argument. Ils exigent une « *garantie de légitimité* », et le fond de toute leur argumentation est dans cette expression de l'éditorial de la *Rabotchaïa Gazéta*.

Mais c'est un mensonge flagrant, messieurs, c'est une flagrante impudence de contrerévolutionnaires ! Avancer cet argument, c'est en fait prêter la main aux traîtres et aux renégats qui vendent la révolution ! Une « *garantie de légitimité...* » ! Réfléchissez ne serait-ce qu'une seconde. Il n'y a nulle part en Russie, ni au gouvernement central ni dans aucun organisme local de garantie de légitimité, et il est même notoire qu'on n'y trouve pas de légitimité. Il n'y a manifestement pas de légitimité dans l'existence de la Douma d'État et du Conseil d'État.

Pas de légitimité, manifestement, dans la composition du gouvernement provisoire, car elle bafoue la volonté et la conscience de la majorité des paysans, des ouvriers et des soldats de Russie. Pas de légitimité, manifestement, dans la composition des soviets (des députés ouvriers, paysans et soldats), les garanties d'une démocratie rigoureuse et complète dans l'élection de ces organismes faisant encore défaut, ce qui n'empêche pas et notre parti et la masse des ouvriers et des paysans de les considérer comme exprimant le mieux, à l'heure actuelle, la volonté de la majorité du peuple. Il n'y a nulle part en Russie, il ne peut y avoir et il n'y eut jamais dans les périodes révolutionnaires de ce genre, de « garanties de légitimité ». Chacun le comprend, personne n'exige rien d'autre, tout le monde a conscience qu'il ne peut en être autrement.

C'est seulement à l'égard de l'Ukraine que nous exigerions des « garanties de légitimité » ! La peur vous affole, messieurs les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, depuis que vous vous êtes laissé terrifier par les clameurs contrerévolutionnaires des propriétaires fonciers et des capitalistes grands-russes, dont Rodzianko et Milioukov, Lvov et Terechtchenko, Nekrassov et Chingarev et consorts mènent le chœur. Vous figurez déjà, sous une forme parfaite, des gens terrorisés par les Cavaignac [chef de la contrerévolution de juin 1848 en France] naissants et camouflés.

Les résolutions et les revendications des Ukrainiens ne contiennent absolument rien de terrible, pas l'ombre d'anarchie ni de chaos. Faites droit à leurs revendications si modestes et si légitimes, et il n'y aura pas moins d'autorité en Ukraine que partout ailleurs en Russie, où seuls les soviets ont de l'autorité (sans offrir pour autant de « garanties de légitimité » !). Les « garanties de légitimité » vous seront apportées, comme à tous les peuples de la Russie, par les diètes (chambres parlementaires) futures, par la future assemblée constituante, et pas dans la seule question ukrainienne, mais dans toutes les questions, car il est évident qu'il n'y a en ce moment en Russie de légitimité dans aucune. Concédez aux Ukrainiens, c'est la raison qui vous le dit ; ou les choses iront plus mal. Vous ne retiendrez pas les Ukrainiens par la force, vous ne ferez que les exaspérer. Cédez aux Ukrainiens, et vous ouvrirez la voie à la confiance entre les deux nations, à leur alliance fraternelle de nations égales !

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, partis dirigeants [des soviets], viennent, pour s'être laissé influencer par les Cavaignac cadets contrerévolutionnaires, de subir une défaite dans la question ukrainienne.

Les pogromes en Ukraine

Le 21 janvier 2019, à Kiev, le vice-premier ministre et le ministre de la culture inauguraient un bas-relief représentant Simon Petlioura, commandant en chef des troupes nationalistes ukrainiennes entre 1918 et 1920. Considéré comme un héros national, il porte pourtant la responsabilité de massacres dans lesquels périrent des dizaines de milliers de Juifs...

Au lendemain de la révolution d'Octobre, la guerre civile qui opposa principalement les bolcheviks aux armées « blanches » sur les terres de l'ancien empire tsariste donna lieu à d'innombrables tueries visant spécifiquement les Juifs. Aux yeux de ses ennemis, le soulèvement bolchevik était un complot juif ; par extension, derrière tout Juif se dissimulait un communiste. Au total, quelque 1 500 pogromes dévastèrent la Russie, la Biélorussie et surtout l'Ukraine... Outre l'Armée des volontaires du général Anton Denikine et l'Armée rouge, les combats impliquèrent les troupes nationalistes de Petlioura et, dès mars-avril 1919, des bandes armées paysannes insurgées.

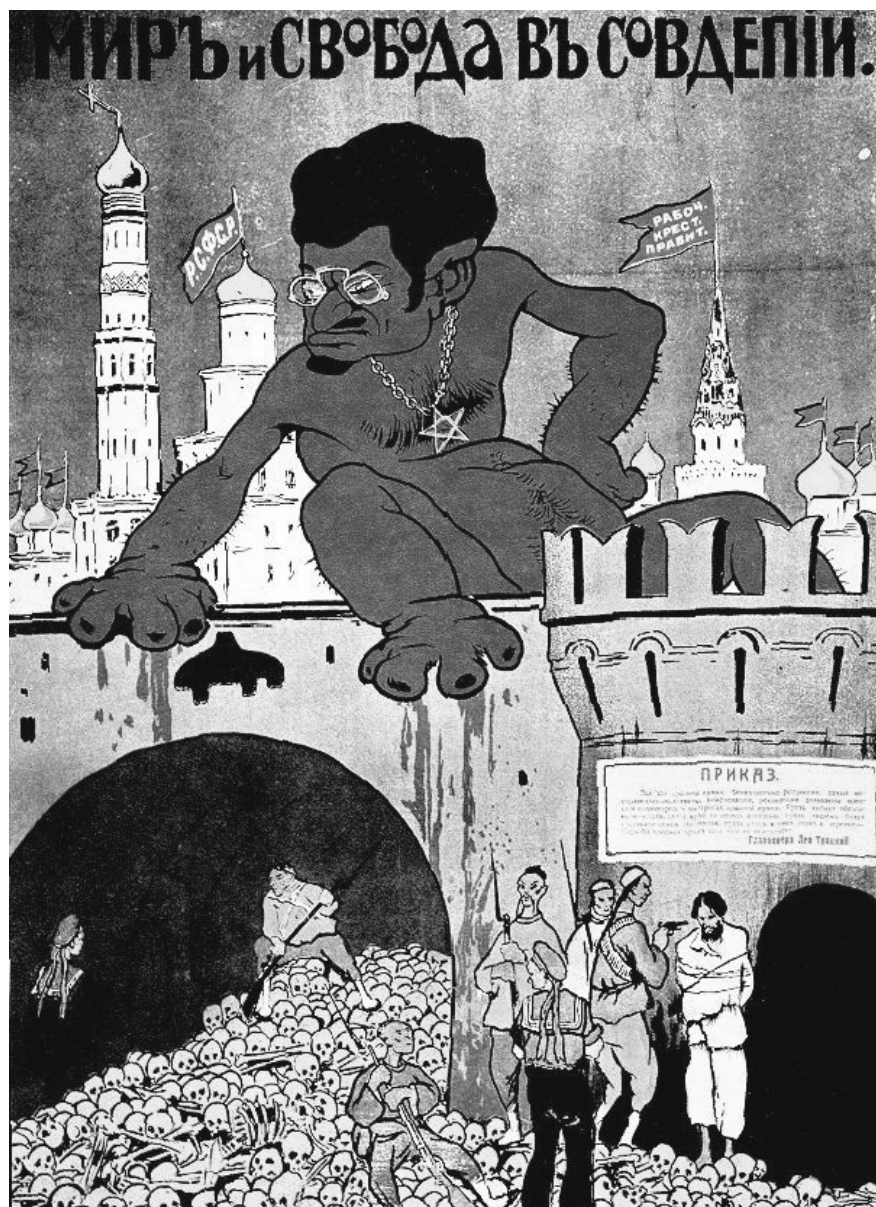
Cependant, aucune des forces armées en présence n'est épargnée par le fléau antisémite : 39,9 % des pogroms ont été commis par les troupes de Petlioura, 31,7 % par les armées « vertes » des divers chefs de bande ukrainiens, 17,2 % par les troupes de Denikine, 2,6 % par l'armée polonaise et 8,6 % par des unités de l'Armée rouge.

Dans le chaudron de la guerre civile, les soldats, souvent engagés de force, peuvent changer de camp. C'est le cas des cosaques, ces anciens supplétifs de l'armée tsariste qui protégeaient les frontières de l'Empire russe en échange d'une relative autonomie dans la gestion de leurs communautés. Un temps à la tête d'un détachement de l'Armée rouge, l'ataman (chef cosaque) Zeliony organise en 1919 une armée « verte » de paysans en fureur ; il rassemble les Juifs sur la place centrale des bourgades qu'il prend et les abat à la mitrailleuse... Début mai, l'ataman Nikifor Grigoriev rompt lui aussi avec l'Armée rouge et dénonce « ceux qui ont crucifié le Christ ». Ses troupes pillent Elisavethgrad (aujourd'hui Kropyvnytsky, Ukraine) et y égorge près de trois mille Juifs. L'Armée rouge les écrase fin mai.

Comment se comportent les hiérarchies militaires face aux tueries ? De façon très diverse selon les camps. Alors que les officiers « blancs » félicitent les assassins – les soldats touchent une prime pour chaque Juif égorgé –, l'encadrement de l'Armée rouge les punit. Ainsi, Léon Trotsky fait fusiller quelques dizaines de cosaques pogromistes.

Jean-Jacques Marie

« Pogrom, tonnerre de haine », *Manière de voir*, février 2025



Affiche des armées blanches dépeignant Trotsky, assisté par des Asiatiques, en assassin (juif) des Russes authentiques / David King & Pierre Broué, *Trotsky*, EDI, p. 69



- Frontières de l'Ukraine indépendante reconnues à Brest-Litovsk (9 février 1918), et frontières internationales à l'été 1918
- Territoire contrôlé par l'État Ukrainien (Hetmanat)
- Annexions ou unions fédératives envisagées par l'État Ukrainien
- Territoires revendiqués par la République Populaire d'Ukraine Occidentale (1^{er} novembre 1918)
- Limite occidentale de l'occupation allemande en Pologne, Lituanie et Biélorussie (février - novembre 1918)

Le 25 juillet 1918, Lénine rédige, et publie dans les *Izvestia* le 27 juillet, un décret visant à « *mettre hors la loi les pogromistes et tous ceux qui fomentent des pogromes* ». Selon le bolchevik « *mettre hors la loi les antisémites actifs, c'était les fusiller* » (Alexandre Soljenitsyne, *Deux siècles ensemble*, t. 2, p 105). Or ni la quatrième édition stalinienne ni la cinquième édition khrouchtchévienne des *Œuvres* de Lénine ne reproduisent ce texte.

Jean-Jacques Marie
 « Lénine et la lutte contre l'antisémitisme »
Cahiers du mouvement ouvrier, 28 janvier 2020

Décret sur la lutte contre l'antisémitisme et les pogromes

D'après les renseignements qui parviennent au conseil des commissaires du peuple, dans de nombreuses villes, en particulier dans les régions proches du front, les contrerévolutionnaires développent une agitation pogromiste suivie par endroits d'excès contre la population travailleuse juive.

La contrerévolution bourgeoise prend en main l'arme tombée des mains du tsar. Chaque fois qu'il avait besoin de détourner de lui la colère populaire le gouvernement autocratique détournait cette dernière contre les Juifs, en déclarant aux masses ignorantes que tous leurs malheurs viendraient des Juifs. En même temps les Juifs riches trouvaient toujours un moyen de se protéger et c'est la couche pauvre des Juifs qui souffrait de la persécution et des violences et y trouvait la mort. Aujourd'hui, les contrerévolutionnaires ont renouvelé la persécution contre les Juifs, utilisant à cette fin la famine, la lassitude et aussi l'obscurantisme des masses les plus arriérées et les résidus de la haine contre les juifs inoculée dans le peuple par l'autocratie.

Dans la République fédérative de la Russie soviétique où est proclamé le principe de l'autodétermination des masses populaires de tous les peuples, l'oppression nationale n'a pas de place. Le bourgeois juif est notre ennemi non en tant que juif, mais en tant que bourgeois. L'ouvrier juif est notre frère. Toute persécution de toute nation quelle qu'elle soit est inacceptable, criminelle et honteuse. Le conseil des commissaires du peuple déclare que le mouvement antisémite et les pogromes antijuifs sont un danger mortel pour la cause de la révolution ouvrière et paysanne ; il appelle le peuple travailleur de la Russie socialiste à combattre ce fléau par tous les moyens.

L'inimitié nationale affaiblit nos rangs révolutionnaires, divise le front des travailleurs unique, sans distinction de nationalités et ne sert que nos ennemis. Le conseil des commissaires du peuple ordonne à tous les soviets de prendre des mesures décisives pour couper à la racine le mouvement antisémite. Il ordonne de déclarer hors-la-loi les pogromistes et ceux qui mènent une agitation pogromiste.

25 juillet 1918

Cahiers du mouvement ouvrier, 28 janvier 2020

Lev Trotsky

Leçons militaires d'Ukraine

Il faut en premier lieu venir à bout de l'absurde émeute de Grigoriev. Mais il faut en même temps en tirer les enseignements — notamment pour ceux qui n'ont pas su tirer profit des leçons précédentes. L'émeute ukrainienne d'aujourd'hui est l'expression bestiale et insensée de la renaissance des éternelles mauvaises habitudes de la guérilla. Il sera d'autant plus douloureux de la liquider qu'elle a plus longtemps survécu, c'est-à-dire qu'on l'a laissée vivre.

Sans tenir compte des indispensables perspectives historiques, on a toujours opposé — et on continue parfois de le faire — les détachements de francs-tireurs à l'armée régulière. La question a été posée comme si nous avions devant nous deux « principes » indépendants, examinés et évalués hors du temps et de l'espace. En réalité, la guérilla a ses règles pleinement légitimes sans être légales, dictés par les conditions historiques. Au-delà de ces limites, la guérilla dégénère tout aussi inévitablement, empoisonnant le climat politique ambiant dont elle provient.

On ne peut pas exiger la création d'une armée régulière d'une classe qui n'a pas à sa disposition le pouvoir gouvernemental et qui se bat encore pour l'obtenir. Cette classe concentre tout naturellement ses efforts et choisit au sein même de l'armée adverse certaines unités qui lui conviennent, à moins qu'elle ne les forme dans la clandestinité avant de les mettre ouvertement sur pied au cours d'une guerre civile. En d'autres termes, la guérilla est l'instrument de la classe la plus faible (ou de la nation exploitée) sur le plan de l'organisation ou sur le plan strictement militaire, dans sa lutte contre la classe qui détient l'appareil gouvernemental centralisé. Au cours de cette période, la guérilla est non seulement un facteur progressiste, mais elle est en fait la seule forme de lutte ouverte de la classe exploitée pour sa libération. Il va de soi que, même dans ces circonstances, la guérilla n'est pas un quelconque principe, ni même un avantage. Au contraire, le prolétariat révolutionnaire s'efforce de systématiser au maximum son organisation militaire, en surmontant dans la mesure du possible l'amateurisme. C'est là une différence essentielle entre la politique militaire prolétarienne, même à l'époque de la conquête du pouvoir, et celle de la petite-bourgeoisie alliée à la paysannerie.

Sous Kerenski, nous avions des structures clandestines qui nous permettaient de maintenir la liaison entre certains régiments et une partie des autres, entre des batteries et des équipes de mitrailleurs. Étant à l'époque un parti révolutionnaire d'opposition, nous ne pouvions même pas songer à la création d'un état-major panrusse, etc. Et pourtant nous nous

préoccupations déjà d'éliminer dans la mesure des possibilités les côtés négatifs de la guérilla pour assurer l'unité d'action et la centralisation de la direction.

Historiquement parlant, la signification progressiste de la guerre des francs-tireurs s'arrête au moment où la classe exploitée prend en mains les rênes du pouvoir. C'est ce que ne pouvaient absolument pas comprendre les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ces messieurs du genre de Kamkov accusaient le pouvoir soviétique (non pas le parti clandestin, mais bien le pouvoir !) de créer une armée régulière au lieu de fonder des détachements de francs-tireurs.

Il reste une question à poser : pourquoi la classe ouvrière devrait-elle prendre les rênes du pouvoir, si elle ne pouvait pas s'en servir pour centraliser le domaine qui, par sa définition même, demande la centralisation la plus poussée, le domaine militaire ?

Cependant, pour l'essentiel, le petit-bourgeois qui prend le pouvoir ou s'y agrippe tant bien que mal reste en opposition avec lui-même : il le craint, il ne peut assumer ce pouvoir qui le gêne, le met mal à l'aise et l'agace, car le pouvoir exige de lui une maîtrise inhabituelle et une discipline intérieure qui lui font défaut. En s'accrochant au pouvoir, le petit-bourgeois cherche néanmoins à se défaire de son joug. En qualité de moujik « fort », il s'introduit dans les soviets et organise même de temps à autre des soulèvements sous les mots d'ordre les plus invraisemblables, fabriqués à sa mesure par les contrerévolutionnaires. En tant qu'intellectuel socialiste-révolutionnaire, il hésite : participer au conseil des commissaires du peuple ou jeter à tout hasard une bombe sur le Kremlin ?

Notre révolution a mis le petit-bourgeois absolument hors de lui, précisément parce que de par son évolution, elle lui a posé des problèmes d'une rare difficulté et lui a demandé une persévérance inhabituelle ainsi qu'une grande concentration de ses forces pour les résoudre. Former une armée régulière, c'est-à-dire créer un appareil complexe de direction militaire; enrôler la population en tenant compte des principes de classe de la conscription ; mobiliser les classes qui n'exploitent pas les autres; mener une juste lutte contre les manquements au devoir militaire ; choisir l'effectif de commandement correspondant, le contrôler ; former, cimenter et éduquer les unités, les amener à des formes supérieures d'association; subir entretemps une série d'échecs, les corriger au fur et à mesure de l'expérience, un travail difficile et ennuyeux dans ses détails... N'est-il pas possible de tromper l'histoire, de la prendre par surprise, se jeter sur son flanc et ses arrières en lui imposant quelque petit détachement de francs-tireurs ? Tel est le fond de la pensée secrète du petit-bourgeois révolutionnaire. Il se moque de la science militaire, des exigences techniques, du système et des spécialistes militaires, des structures et des

statuts ; il promet de tout remplacer par une improvisation révolutionnaire ; il finit cependant par se heurter de plein fouet aux obstacles.

Surmonter la guérilla —objectif de première importance du prolétariat arrivé au pouvoir— ne doit pas être entendu dans le sens formel, ou plutôt strict, du terme, comme cela arrive souvent lorsque les détachements se contentent de changer de nom pour s'intituler brigade ou division, avec le changement correspondant pour les chefs. La tâche est plus difficile : elle consiste en la transformation de l'ordre interne de l'unité et en l'établissement d'un régime déterminé. Par son essence même, la guérilla est opposée au pouvoir gouvernemental centralisé. Elle souligne et cultive tout ce qui la singularise aussi bien des corps francs voisins que du centre gouvernemental étranger et à moitié ennemi. L'armée de la classe révolutionnaire victorieuse doit se regrouper autour de l'appareil d'état pour le sauvegarder. Si elle tente de garder ses caractéristiques de corps franc, elle finit inévitablement par s'opposer au gouvernement. Et une opposition de francs-tireurs est synonyme de soulèvement armé.

L'Ukraine a été rapidement et en grande partie nettoyée par les francs-tireurs de la vermine anglo-franco-gréco-roumaine, ainsi que des bandes de gardes blancs et de Petlioura. Certains songe-creux tentèrent immédiatement d'en conclure une fois de plus à la supériorité de la guérilla sur les troupes régulières. Cependant, la victoire soviétique en Ukraine est la victoire de l'insurrection massive des ouvriers et des paysans sur la bourgeoisie et non la preuve de la supériorité de la guérilla sur l'armée régulière. La pression des masses laborieuses a été telle et les liens anciens si fragiles craquaient si vite que les troupes blanches étaient vouées à une désagrégation inéluctable. Les bandes de Petlioura comme les Anglais, les Français et les Grecs -qui eux aussi avaient besoin d'arrières solides- sentaient qu'ils étaient sur une pente savonneuse et que le terrain se dérobaient sous leurs pieds ; ils sentaient les rochers leur exploser entre les jambes et tout trembler autour d'eux. Tout en facilitant la victoire, la révolution rend jusqu'à un certain point plus difficile la formation d'unités régulières. Utilisant les lignes de moindre résistance, elle favorise par la même occasion le culte de la guérilla. En Russie aussi nous sommes passés par là. À vrai dire, nous avons des motifs d'espérer que notre expérience soit utilisée en Ukraine et que nos erreurs ne soient pas répétées. Ces espoirs ne se réalisèrent qu'en partie. Le culte de la guérilla, liquidé en Russie, a provisoirement fleuri en Ukraine. Et pas seulement chez les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nous avons cependant bon nombre de points de comparaison et de vérification : il suffisait de muter les détachements de francs-tireurs

d'Ukraine sur d'autres fronts soviétiques pour faire rapidement ressortir les carences militaires de la guérilla ; en effet, sur les autres fronts, on n'avait pas affaire d'un côté à l'insurrection impétueuse des masses, et de l'autre à la débandade totale et à la désagrégation des classes au pouvoir. Par contre, les milieux étaient suffisamment différenciés et deux armées régulières s'affrontaient, s'appuyant chacune sur ses arrières de classe.

Il est vrai qu'à partir de cette situation, certains tenants de la guérilla, irresponsables ou à moitié conscients, en arrivèrent à la conclusion qu'on ne pouvait pas soumettre les détachements de francs-tireurs à un commandement « scientifique » ou « bureaucratique ». Selon eux, les détachements de francs-tireurs devaient dépendre d'une direction spéciale, etc. Tout ceci est néanmoins fort superficiel, pour ne pas dire enfantin. En réalité, ce qui est incontestable, c'est que les détachements de francs-tireurs sont victorieux lorsqu'ils ont derrière eux la vague montante et victorieuse de la révolution. Cependant, quand cette vague de la classe révolutionnaire victorieuse reflue et que les succès futurs ne dépendent plus que de l'organisation et de l'art militaire, les détachements de francs-tireurs dévoilent rapidement leurs défauts.

Lors de la montée de la guerre civile, la guérilla est stimulée par l'idée de la destruction de l'odieux gouvernement de classe. Toutefois, dès que le pouvoir est passé aux mains de la classe ouvrière, la guérilla avec ses détachements indépendants perd son idéal et devient réactionnaire. S'éloignant ainsi du pouvoir révolutionnaire par le développement de tendances centrifuges et ne possédant parallèlement ni idée propre, ni drapeau indépendant, la guérilla se regroupe autour de personnages. C'est ainsi que se créent les détachements ou armées des Grigoriev ou autres atamans de tout crin. Ce culte de la personnalité des hetmans sans principes est à son tour une tête de pont de la renaissance contre-révolutionnaire de la guérilla, qui s'engluie finalement dans la trahison au service de la bourgeoisie russe ou étrangère. Nous pouvons observer ces phénomènes dans l'émeute de Grigoriev. D'autre part, les jours qui viennent prouveront sur ce même exemple que la guérilla, susceptible de réaliser des miracles lorsqu'elle est portée par la classe montante dans sa lutte pour le pouvoir, devient impuissante et pitoyable pour finir dans une débauche d'ivrognes lorsqu'elle devient l'instrument d'un aventurier qui s'oppose à la classe historiquement progressiste.

Faisant preuve d'une grande fragilité et d'une capacité de combat réduite dans leur lutte contre les troupes bien organisées de Denikine, en Ukraine même, les détachements de francs-tireurs se re-

tournent contre la classe qui les a engendrés par sa lutte révolutionnaire. Cela montre avec précision qu'en fin de compte, la guérilla a trop vécu et s'est transformée en facteur réactionnaire. Il faut mettre coute que coute un terme à cette situation.

L'histoire du nettoyage de l'Ukraine, de la prise de Kharkov, d'Yekaterinoslavka, de Kiev, d'Odessa et de la Crimée sera l'une des plus belles pages du combat révolutionnaire. L'histoire cependant ne tourne jamais deux fois la même page. Seuls les pédants et les mandarins desséchés peuvent considérer avec mépris l'activité déployée en Ukraine par les détachements improvisés de prolétaires et de paysans. Une conception militaire véritablement scientifique ne fait pas fi de cette expérience. Car une science digne de ce nom considère les forces armées à partir de leur naissance, dans leur évolution et dans leurs transformations internes, en fonction des modifications de la situation historique. Tandis que les mandarins de la guérilla qui veulent éterniser un passé qu'ils ont mal assimilé n'en demeurent pas moins ridicules.

Le passé est passé et ne reviendra plus. La période de la guérilla n'a que trop duré en Ukraine. Et c'est pourquoi sa liquidation prend une tournure aussi dramatique. Nous sommes maintenant contraints d'employer le fer rouge. C'est une tâche qu'il est néanmoins indispensable de mener à bien. Il faut en finir avec les aventuriers, non seulement en paroles, mais aussi dans les faits ; et ce qui est encore plus important, il faut surtout en finir avec l'aventurisme. Il faut mettre sur pied une véritable armée, bien organisée, avec un régime interne rigoureux et semblable pour tous. Il faut impitoyablement chasser les aigrefins ignares qui ne veulent se soumettre à rien ni à personne. Il faut éveiller et entretenir dans l'armée ukrainienne le respect de la pensée militaire, de la science militaire et des spécialistes militaires. Il importe de placer les travailleurs honnêtes et consciencieux aux postes qu'ils méritent. Il faut assurer à la jeune armée la direction politique correspondante. Il faut mettre un point final à la désinvolture sous tous ses aspects.

Ce problème ne regarde pas uniquement l'Ukraine, car l'Ukraine est partie intégrante de la République fédérative soviétique. C'est dans l'intérêt même du pays soviétique tout entier que l'Armée rouge ne doit pas devenir en Ukraine un instrument dépourvu de volonté dans les mains des bandits de grands chemins.

16 mai 1919

Écrits militaires t. 1, L'Harmattan, p. 466-469

Les bandes de Makhno

Il y a la Russie soviétique, il y a aussi l'Ukraine soviétique. Et à côté, il y a encore un État peu connu : Houliaïpole [petite ville à l'est de l'Ukraine]. L'état-major d'un certain Makhno y règne. Il commandait tout d'abord un détachement de francs-tireurs, ensuite une brigade, puis — selon les apparences — une division ; aujourd'hui enfin, tout cela se pare des couleurs d'une « armée » blanche rebelle spéciale. Contre qui se soulèvent les émeutiers de Makhno ? C'est à cette question qu'il faut répondre clairement et nettement : une réponse en paroles et une réponse en actes.

Makhno et ses complices les plus proches se considèrent comme anarchistes et, sur cette base, « récusent » tout pouvoir gouvernemental. Seraient-ils par conséquent des ennemis du pouvoir soviétique ? De toute évidence, oui, puisque le pouvoir soviétique est le pouvoir gouvernemental des ouvriers et des paysans laborieux.

Toutefois, les acolytes de Makhno ne se décident pas à déclarer ouvertement qu'ils sont contre le pouvoir soviétique. Ils jouent les malins et biaisent : ils reconnaissent soi-disant le pouvoir soviétique local et ne récusent que le pouvoir central. Néanmoins, tous les soviets d'Ukraine reconnaissent le pouvoir central qu'ils ont eux-mêmes choisi. Cela signifie donc que les bandes de Makhno récusent en fait non seulement le pouvoir central ukrainien, mais aussi tous les soviets locaux d'Ukraine. Que reconnaissent-elles alors ? Elles reconnaissent le pouvoir des soviets de Makhno à Houliaïpole, c'est-à-dire le pouvoir du cercle anarchiste où il a provisoirement réussi à se consolider. C'est à cela que se résume la sagesse politique des bandes de Makhno.

À part cela, « l'armée » de Makhno a besoin de munitions, de fusils, de mitrailleuses, d'armes, de wagons, de bateaux et... d'argent. Or, tout ceci est concentré dans les mains du pouvoir soviétique, se fabrique et est distribué sous sa direction. Donc, pour obtenir soit des armes, soit de l'argent, Makhno est bien obligé de s'adresser à ce même pouvoir qu'il récuse. Et comme il craint à juste raison que le pouvoir soviétique ne lui refuse tout ce dont il a besoin pour exister, il a décidé d'assurer son indépendance en accaparant de grandes richesses nationales pour les garder comme « monnaie d'échange » dans ses rapports avec le reste de l'Ukraine.

La région de Marioupol est riche en charbon et en blé. Et comme les bandes de Makhno contrôlent la voie ferrée de Marioupol, elles refusent de laisser passer le charbon et le blé si ce n'est pour les échanger contre d'autres marchandises. Il en résulte que tout en niant le « pouvoir gouvernemental » fondé par les ouvriers et les paysans du pays tout entier,

les acolytes de Makhno ont organisé leur propre petit pouvoir pirate, qui ose se mettre en travers du chemin du pouvoir soviétique d'Ukraine et de toute la Russie. À la place d'une économie strictement organisée dans tout le pays en fonction d'une pensée et d'un plan communs et à la place d'une répartition socialiste systématique de tous les biens indispensables, les acolytes de Makhno tentent d'établir le règne des bandes et des clans : le butin appartient à celui qui l'a conquis et peut être échangé contre toute autre marchandise qui fait défaut au pillard. Ce n'est pas un échange de marchandises, c'est du pillage organisé.

Les acolytes de Makhno clament : « *À bas le parti, à bas les communistes, vive les soviets sans-parti !* » Et pourtant, ce n'est qu'un pitoyable mensonge. Makhno et ses suppôts ne sont absolument pas des sans-parti. Ils appartiennent tous au courant anarchiste et envoient des circulaires ou des lettres à tous leurs semblables, les conviant à Houliaïpole pour y organiser leur propre pouvoir. S'ils brandissent le drapeau des sans-parti, c'est uniquement pour jeter de la poudre aux yeux des paysans les plus attardés et les plus rétrogrades qui ne s'y retrouvent plus dans le nombre des partis. En fait, la non-appartenance au parti est la meilleure couverture des koulaks [paysans riches]. Les koulaks n'osent pas reconnaître ouvertement leur appartenance au parti des Cent-Noirs [bandes fascistes et antisémites fomentées par la monarchie] par crainte des sanctions. C'est pourquoi ils préfèrent de beaucoup se targuer de leur non-appartenance à quelque parti que ce soit. La non-appartenance au parti protège aujourd'hui les socialistes révolutionnaires, la pire fraction des mencheviks, les cadets, en un mot, tous les contrerévolutionnaires pour qui il est dangereux de se montrer à visage découvert.

Les communistes ne se masquent pas et ne brandissent aucun faux étendard. Ils n'hésitent pas à se montrer au peuple travailleur comme membres du parti. Les ouvriers et les paysans ont appris à connaître les communistes d'après leurs agissements et leurs expériences au cours d'une lutte difficile. C'est précisément pourquoi le Parti communiste (ex-bolchevik) a acquis une influence décisive sur les masses laborieuses et, par conséquent, dans les soviets.

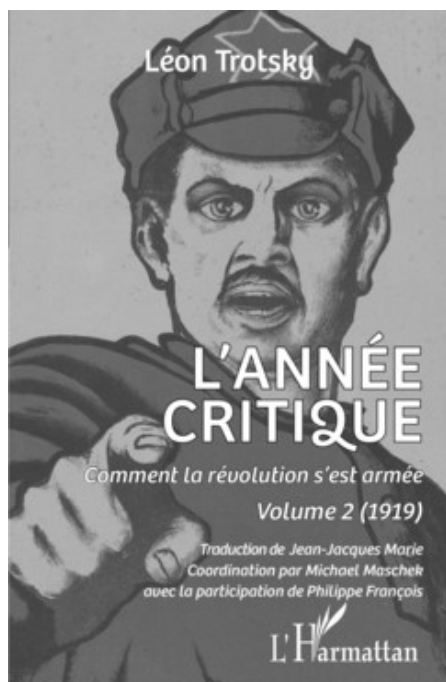
Les contrerévolutionnaires de tout poil haïssent le Parti communiste. Les acolytes de Makhno font preuve des mêmes sentiments. De là les profondes sympathies de tous les émeutiers et de tous les membres des Cent-Noirs pour le drapeau des « sans-parti » de Makhno. Les koulaks de Houliaïpole et les spéculateurs de Marioupol se font l'écho enthousiaste des suppôts de Makhno : « Nous ne reconnaissons pas le pouvoir

gouvernemental qui réclame du charbon et du pain. Ce que nous avons conquis, nous le gardons... » De ce point de vue comme de tous les autres, Makhno n'est guère différent de Grigoriev. Ce dernier s'était aussi rebellé contre le pouvoir central au nom des soviets locaux sans-parti, c'est-à-dire contre la volonté organisée de la classe ouvrière au nom de bandes isolées de koulaks. Ce n'est pas un hasard si, après avoir brandi l'étendard d'une sauvage révolte et entrepris d'exterminer les communistes, Grigoriev en avait appelé au « petit père » Makhno afin de signer un pacte de brigands avec lui. Il est vrai que Makhno s'était refusé à cette alliance. Mais pas du tout pour des raisons de principe. Au congrès des anarchistes de Houliaïpole, Makhno a ouvertement lancé un appel à la rébellion contre le pouvoir soviétique. S'il ne s'est pas soulevé en même temps que Grigoriev, c'est uniquement parce qu'il avait peur et qu'il comprenait fort bien l'inutilité d'une émeute au grand jour.

« L'armée » de Makhno est le pire visage de la guérilla, bien qu'elle comprenne nombre de bons soldats. Impossible de trouver la moindre trace de discipline ou d'ordre dans cette « armée ». Aucune organisation non plus en matière d'approvisionnement. La nourriture, les uniformes, les réserves militaires s'accaparent où c'est possible et se gaspillent n'importe comment. Cette « armée » se bat aussi selon l'inspiration du moment. Elle n'exécute aucun ordre. Quelques groupes attaquent quand ils le peuvent, c'est-à-dire lorsqu'ils ne rencontrent aucune résistance sérieuse ; à la moindre riposte de l'adversaire, ils se replient en désordre, laissant à un ennemi numériquement plus faible les territoires, les villes et le matériel de guerre. Et la responsabilité entière en incombe aux commandants anarchistes imbéciles et désordonnés.

Dans cette « armée », les commandants sont élus. Les acolytes de Makhno hurlent : « *À bas les commandants nommés !* » Ainsi, ils n'induisent en erreur que leurs propres soldats les plus obtus. On ne pouvait parler de « commandants nommés » que sous le régime bourgeois, quand les fonctionnaires tsaristes ou les ministres bourgeois nommaient à leur guise des commandants qui maintenaient la masse des soldats en état de soumission face aux classes bourgeoises. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre pouvoir que celui qui est élu par l'ensemble de la classe ouvrière et du paysannat laborieux. En conséquence, les commandants nommés par le pouvoir soviétique central sont mis en place par la volonté des millions de travailleurs, tandis que les commandants des bandes de Makhno reflètent les intérêts d'une infime clique anarchiste, qui prend appui sur les koulaks et l'obscurantisme.

Le caractère antipopulaire des bandes de Makhno se reflète le mieux dans le fait que « l'armée » de Houliaïpole s'intitule « armée de Makh-



Comment la révolution s'est armée, traduction par Marie en 5 tomes des écrits militaires) de Trotsky (1918-1923) est disponible aux éditions L'Harmattan.

no ». Donc, les gens en armes ne se rassemblent pas autour d'un programme ou d'un idéal, mais autour d'une personne. C'est exactement ce qui se passait avec Grigoriev. En Ukraine soviétique et en Russie soviétique, les régiments et les unités sont un instrument aux mains de toute la classe ouvrière. Dans l'État de Houliaïpole, les détachements armés sont un instrument aux mains du citoyen Makhno. À quoi cela mène, nous l'avons déjà vu. « L'armée » personnelle de l'ataman Grigoriev s'est d'abord liée à Petliouira, puis se rangea aux côtés du pouvoir soviétique et se mutina enfin avec Grigoriev en tête pour porter ce dernier au pouvoir. Les masses armées obtuses, trompées par l'étiquette de « sans-parti », se transforment en instrument aveugle aux mains des aventuriers.

Tels sont l'État de Houliaïpole et son « armée ». On gratte un peu le vernis de Makhno, on retrouve Grigoriev. Et bien souvent, point n'est besoin de gratter : le koulak déchainé qui aboie contre les communistes ou le petit spéculateur a tôt fait de se démasquer.

Le pouvoir soviétique est la dictature de la classe ouvrière qui a transformé le pouvoir gouvernemental en instrument de reconstruction socialiste. En même temps, le pouvoir soviétique doit protéger le pays socialiste de la pression rageuse de la bourgeoisie. Dans ces circonstances, est-il vraiment possible de permettre la survivance en territoire soviétique de bandes armées qui se rassemblent autour des atamans et des commandants de pacotille, qui ne reconnaissent pas la volonté de la classe ouvrière, qui accaparent ce qu'elles veulent et se battent quand elles en ont envie ? Non, il est temps d'en finir fermement, une fois pour toute, afin que nul ne soit tenté de recommencer !

2 juin 1919

Écrits militaires, t. 1, L'Herne, p. 474-476

De 1917 à 1920, la révolution russe fait face aux interventions militaires étrangères de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon et des États-Unis, ainsi qu'à une guerre civile menée par des armées blanches, tsaristes, partisans d'une Grande Russie et antisémites. En 1919, la république des soviets de Russie est totalement encerclée, selon la stratégie de Clémenceau du Parti radical. En particulier les troupes de l'impérialisme français occupent la Crimée et l'Ukraine. Il arme aussi l'armée contre-révolutionnaire de Denikine qui s'empare du Kouban et de l'Ukraine. En octobre 1919, l'Armée rouge dirigée par Trotsky repousse Ioudenitch à l'ouest, Koltchak à l'est et Denikine au sud.

Aux troupes rouges qui franchissent les frontières de l'Ukraine

Camarades soldats, commandants, commissaires, vous arrivez aux frontières de l'Ukraine. En battant les bandes de Dénikine, vous délivrez un pays frère des agresseurs. L'Ukraine est la terre des paysans, ouvriers et travailleurs ukrainiens. Seuls eux ont le droit d'être les maîtres de l'Ukraine, de la diriger, et d'y construire une vie nouvelle. Tout en portant des coups impitoyables à Denikine, nous devons nous comporter avec attention fraternelle et amour envers les masses travailleuses de l'Ukraine. Malheur à celui qui fera violence par les armes aux travailleurs des villes ou des villages d'Ukraine ! Que les ouvriers et les paysans d'Ukraine se sentent protégés, défendus par vos baïonnettes.

Souvenez-vous bien de cela : votre tâche n'est pas la conquête de l'Ukraine, mais sa libération. Lorsque les bandes de Denikine seront enfin battues, la population des travailleurs de l'Ukraine, libérée, décidera alors elle-même comment vivre dans la Russie soviétique. Nous croyons tous et nous savons que le peuple laborieux d'Ukraine se prononcera pour l'union fraternelle la plus étroite avec nous. Faites votre devoir, soldats rouges, commandants, commissaires.

Mort aux agresseurs et aux oppresseurs, aux hommes de Denikine, aux propriétaires, aux capitalistes et aux koulaks ! Vive l'Armée rouge !

30 novembre 1919

Écrits militaires, t. 1, L'Herne, p. 563-564

Vladimir Lénine

Résolution du Parti communiste russe sur le pouvoir des soviets en Ukraine

1. Après discussion sur l'attitude à observer envers le peuple travailleur d'Ukraine, qui se libère de l'invasion momentanée des bandes de Denikine [Anton Denikine, était le chef, de 1917 à 1920, de l'armée blanche du sud contre le pouvoir des soviets et contre la Rada ukrainienne, il a été réhabilité par Poutine en grandes pompes en 2005], le comité central du Parti communiste russe, appliquant rigoureusement le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, juge nécessaire de confirmer une fois de plus que le PCR persiste à reconnaître l'indépendance de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

2. Le PCR s'efforcera d'établir des relations fédératives entre la République socialiste fédérative soviétique de Russie et la République socialiste soviétique d'Ukraine, sur la base des décisions du Comité exécutif central de Russie en date du 1^{er} juin 1919 et du Comité exécutif central d'Ukraine en date du 18 mai 1919

3. La culture ukrainienne (langue, école, etc.) ayant été opprimée durant des siècles par le tsarisme russe et les classes exploiteuses, le comité central du PCR fait un devoir à tous les membres du parti de contribuer par tous les moyens à lever tous les obstacles qui s'opposent au libre développement de la langue et de la culture ukrainiennes.

Étant donné que des tendances nationalistes engendrées par des siècles d'oppression se manifestent dans les couches arriérées des masses ukrainiennes, les membres du PCR sont tenus de faire preuve de la plus grande prudence à leur égard ; ils leur opposeront, dans des explications fraternelles, l'identité des intérêts des travailleurs d'Ukraine et de Russie. En territoire ukrainien, les membres du PCR s'appliqueront à mettre en pratique le droit des masses travailleuses à utiliser leur langue maternelle à l'école et dans toutes les institutions soviétiques ; à contrecarrer par tous les moyens les tentatives de russification qui consistent à refouler au second plan la langue ukrainienne, dont ils feront l'instrument de l'éducation communiste des masses travailleuses. Des mesures immédiates seront prises pour que toutes les institutions soviétiques soient dotées, en nombre suffisant, d'un personnel parlant ukrainien, et pour qu'à l'avenir tous les employés sachent s'exprimer dans cette langue.



4. Il importe d'assurer un contact très étroit entre les institutions soviétiques et la population paysanne autochtone. À cet effet, on prendra pour règle, même au début, lors de l'institution des comités révolutionnaires et des soviets, d'y assurer la majorité à la paysannerie laborieuse, en donnant une influence décisive aux paysans pauvres.

5. Étant donné qu'en Ukraine, plus encore qu'en Russie, la majeure partie de la population est constituée par la paysannerie, la tâche du pouvoir soviétique en Ukraine est de gagner la confiance non seulement des paysans pauvres, mais aussi des larges couches de la paysannerie moyenne qui, par ses véritables intérêts, est intimement liée au pouvoir des soviets. En particulier, tout en maintenant le principe de la politique du ravitaillement (stockage du blé par l'État aux prix fermes), il est indispensable de modifier les modalités d'application.

La tâche la plus urgente de la politique du ravitaillement en Ukraine doit être le prélèvement des excédents de blé dans une proportion strictement limitée, de façon à couvrir les besoins des paysans ukrainiens pauvres, des ouvriers et de l'Armée rouge. En opérant ces prélèvements, on veillera tout particulièrement aux intérêts de la paysannerie moyenne, qu'on devra rigoureusement distinguer des koulaks. Il faut démasquer en fait, aux yeux des paysans ukrainiens, la démagogie contrerévolutionnaire qui veut leur faire croire que la Russie soviétique a pour objectif de drainer le blé et les autres produits alimentaires ukrainiens pour les envoyer en Russie.

Il faut imposer aux agents du pouvoir central, à tous les militants du parti, instructeurs politiques, etc., la tâche de faire participer le plus largement possible les paysans pauvres et moyens à l'administration.

Dans le même but d'instaurer un véritable pouvoir des travailleurs, des mesures immédiates seront prises visant à empêcher l'envahissement des institutions soviétiques par les éléments de la petite bourgeoisie ukrainienne urbaine, qui ignorent les conditions d'existence des larges masses paysannes et se dissimulent souvent sous l'appellation de communistes.

La condition nécessaire à l'admission de ces éléments dans les rangs du parti, comme dans les institutions soviétiques, doit être le contrôle préalable de leurs aptitudes au travail et de leur dévouement effectif aux intérêts des travailleurs, en premier lieu au front, dans l'armée. Partout et en toute circonstances, ces éléments seront soumis au contrôle de classe rigoureux du prolétariat.

Par le manque d'organisation des paysans pauvres, le nombre important d'armes détenues par la population rurale d'Ukraine est inévitablement, comme l'a montré l'expérience, concentré entre les mains des éléments koulaks et contrerévolutionnaires, ce qui conduit en fait non à la dictature du prolétariat, mais à la domination des bandits koulaks ; la tâche primordiale de l'édification soviétique en Ukraine est donc de confisquer toutes les armes et de les concentrer entre les mains de l'Armée rouge ouvrière et paysanne.

6. De même, la politique agraire doit sauvegarder tout particulièrement les intérêts des exploitations des paysans pauvres et moyens.

La tâche qui se pose à la politique agraire en Ukraine est de :

- a. Supprimer complètement la propriété foncière des hobereaux, que Denikine rétablît, et remettre leurs biens-fonds aux paysans sans terre ou qui n'en sont qu'insuffisamment pourvus.
- b. Fonder des exploitations soviétiques en nombre et aux dimensions strictement limités, en se conformant rigoureusement dans chaque cas aux intérêts de la paysannerie d'alentour.
- c. En ce qui concerne le groupement des paysans en communes, artels [type de coopérative], etc., on pratiquera strictement la politique du parti, qui n'admet à cet égard aucune contrainte, laissant exclusivement aux paysans la liberté de décider par eux-mêmes et en punissant avec sévérité toutes tentatives de contrainte dans ce domaine.

Considérant que la nécessité d'une étroite union de toutes les républiques soviétiques dans leur lutte contre les forces menaçantes de l'impérialisme mondial est incontestable pour tout communiste et pour tout ouvrier conscient, le PCR estime que les ouvriers et les paysans travailleurs ukrainiens décideront eux-mêmes définitivement des formes que revêtira cette union.

novembre 1919

Œuvres, Progrès, 1974, t. 30, p. 162-165, numérisé par les CRC

Extraits du « testament »

Un rôle fatal a été joué par la hâte de Staline et son gout pour l'administration... L'internationalisme du côté de la nation dite grande doit consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans l'effort vers une égalité (réelle) compensant l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie... Il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre union, et vérifier ces règles avec le plus grand soin.

« La question des nationalités », 30-31 décembre 1922

Œuvres, Progrès, t. 36, p. 619-623

Lev Trotsky Aux camarades ukrainiens du Canada

C'est avec un grand intérêt et une chaleureuse sympathie que je suis vos efforts pour répandre les idées et les méthodes du marxisme non falsifiées -le léninisme- parmi les prolétaires ukrainiens du Canada.

La théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays » contredisent avec une netteté particulière les intérêts du prolétariat ukrainien. Le principal facteur qui retarde le développement du peuple ukrainien hautement talentueux est son démembrement national qui a été et qui est toujours accompagné d'une cruelle oppression nationale dans les pays capitalistes. La révolution d'Octobre a incontestablement donné un grand élan au développement de la culture ukrainienne. Cependant, tandis que les masses ouvrières de toute l'Union soviétique éprouvent beaucoup de pertes dans leur développement sous l'actuelle bureaucratie soviétique, les ouvriers et les paysans d'Ukraine souffrent en plus des conséquences de leur démembrement national. Quelle magnifique exaltation ce serait si le peuple ukrainien tout entier pouvait être réuni dans une Ukraine soviétique ! Quel développement profond serait alors en perspective pour la culture ukrainienne ! Seule la révolution européenne et internationale, à commencer par la Pologne, peut apporter au peuple ukrainien son unification nationale totale et sa libération. Les travailleurs avancés ukrainiens ont moins de raisons que les autres d'être satisfaits de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Cette théorie conservatrice ne leur ouvre même pas la perspective de leur libération nationale qui est pourtant une précondition élémentaire d'une société socialiste. C'est pourquoi je suis avec un grand plaisir vos efforts pour expliquer aux ouvriers que leur destin, comme celui de tout le peuple travailleur d'Ukraine, est intimement et indissolublement lié non seulement à celui de l'Union soviétique, mais aussi à celui de la révolution prolétarienne internationale.

Je regrette infiniment de n'être pas capable de vous écrire cette lettre en ukrainien. Bien que j'aie connu la langue ukrainienne dès mon enfance et bien que j'aie été inspiré par les lignes du grand Chevtchenko [Taras Chevtchenko, 1814-1861, écrivain ukrainien] dont j'apprenais les poèmes par cœur, et bien que je sois capable de suivre votre journal, mon propre vocabulaire ukrainien est un peu trop mince pour me permettre de m'exprimer par écrit directement en ukrainien.

Robitnichi Visti (Informations ouvrières), 1^{er} décembre 1934

WPC, section canadienne de la 4^e Internationale

Œuvres, t. 4, EDI, 1979, p. 233-234, numérisé par le GMI

L'Ukraine est partagée en 1921 entre l'URSS, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. Pendant un temps, Hitler tente d'utiliser la question ukrainienne contre l'URSS. En 1938, il accorde l'autonomie à la Ruthénie baptisée « Ukraine subcarpathique » quand il démembre la Tchécoslovaquie. Cependant, en 1939, il l'abandonne à la Hongrie dirigée par Horthy depuis l'écrasement de la révolution de 1919. L'armée hongroise, en envahissant la Ruthénie, massacre nombre d'Ukrainiens.

La question ukrainienne

La question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des « socialistes » et même bien des « communistes », se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre États, l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une « grande Ukraine », pour ensuite s'empresse de l'enterrer furtivement.

La 2^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des États impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le Parti communiste polonais. La question ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écarter, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé.

Le Parti bolchevik était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens : il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du Parti bolchevik une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne [voir Moshe Lewin, *Le Dernier combat de Lénine*, 1967, chap. 4]. Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique est invariablement marquée. À seule fin d'assurer des « besoins administratifs » (lisez : les intérêts de la bureaucratie), les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestation du nationalisme petit-bourgeois. On a pu observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étranglement complet de tout développement national indépendamment des peuples de l'URSS.

Selon la conception du vieux Parti bolchevik, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble, furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la

lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko [Tarass Chevtchenko, 1814-1861, écrivain de langue ukrainienne], mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger à chanter dans la langue de *Kobzar* [recueil de poèmes de Chevtchenko] des éloges de la clique de violeurs du Kremlin.

À l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'URSS, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire comme une simple monnaie d'échange dans ses manœuvres avec les gouvernements impérialistes. Lors du récent 18^e congrès du « Parti communiste », Manouilsky [Dimitri Manouilsky, 1883-1952, organisateur du PCR en Ukraine en 1918, servait alors Staline dans l'appareil de l'Internationale communiste], l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouvertement que, non seulement l'URSS, mais également le Comintern, refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov [Georgi Dimitrov, 1882-1949, nommé par Staline secrétaire général de l'IC de 1934 à sa dissolution en 1943] et Manouilsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique au-delà de combinaisons épisodiques.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bucovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance

fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler [voir Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, 1930-1933]. Nous pouvons maintenant ajouter : sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous n'allons pas nous attarder ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, au moins pour le moment, le mot d'ordre d'une Grande Ukraine. Il faut en chercher les raisons, d'une part dans la politique de brigandage de l'impérialisme allemand, d'autre part dans la crainte d'évoquer des démons qui pourraient se révéler difficiles à exorciser. Hitler a fait cadeau aux bouchers hongrois de l'Ukraine subcarpathique. Et cela s'est fait, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction qu'elle allait suivre. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé entre mes mains l'Ukraine subcarpathique ». En guise de réponse, Staline, au 18^e congrès, a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des « démocraties » occidentales. Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Que non ! Se battre contre Hitler ? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpathique à la Hongrie comme un geste de paix.

Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La 4^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. À mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : *pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !*

Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les

uns que les autres, tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre l'autre. Hitler a donné une leçon hors de prix à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpathique aux Hongrois, qui se sont empressés de massacrer un grand nombre de ces Ukrainiens pleins de confiance. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des États impérialistes, la victoire de l'un ou l'autre bloc ne peut signifier qu'un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS, vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répondons-nous. L'adoration béate des frontières des États nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit à l'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation. Ainsi, même l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Il ne subsiste sans doute que sur le papier : la moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante, entraînerait l'exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'URSS telle qu'elle est actuellement. En conséquence, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite « soviétique » de la botte stalinienne. En ce domaine aussi, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle aura semé.

« Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS ? » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'URSS est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de

ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'URSS. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptable, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'URSS. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des États-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les États-Unis soviétiques d'Europe et l'URSS régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique, comprenant également l'Ukraine. Mais nous glissons ici vers des questions de second ou de troisième ordre. La question principale est la garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte, d'une part, contre l'impérialisme et, de l'autre, contre le bonapartisme de Moscou.

L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. On y a tout essayé : la Rada petite-bourgeoise [en 1917, les partis nationalistes à masque socialiste profitèrent de la révolution russe pour proclamer l'indépendance mais l'Ukraine fut confrontée à la guerre civile russe et à l'intervention allemande], Skoropadsky [en 1918, il est placé par l'impérialisme allemand à la tête d'une colonie], Petlioura [chef de l'UHA, il est reconnu en 1919, par les impérialismes britannique et français ; en 1920, il accepte de démembrer l'Ukraine au profit de la Pologne contre la Russie des soviets], l'alliance avec les Hohenzollern [la dynastie de l'empire allemand] et les combinaisons avec l'Entente [l'alliance entre Grande-Bretagne, France et États-Unis]. Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeant de la lutte nationale pour l'émancipation. Seul le prolétariat ukrainien est à même, non seulement de résoudre cette tâche -qui est révolutionnaire par son essence-même- mais aussi de prendre une initiative pour la résoudre. Le prolétariat et le prolétariat seul peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale authentiquement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky et Skoropys-Yoltoukhovsky essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l'aile du général des Hohenzollern Ludendorff [les « socialistes » Melenevsky, 1878-1938, et Skoropys-Yoltoukhovsky, 1880-1950, formèrent en 1915 un « gouvernement ukrainien » lié aux monarchies autrichienne et allemande]. Ce faisant, ils se couvraient de phrases « de gauche ». Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d'une seule bourrade. C'est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l'avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de, toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! Pas de fronts populaires ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs !

C'est ce qui me semble la politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens. Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour se préparer !

22 avril 1939,

Œuvres, t. 21, ILT, p. 123-131

**L'Agonie
du capitalisme
et les tâches de la
4^e Internationale**



Le programme de 1938
de la 4^e Internationale
(Cahier révolution
communiste n° 5)

Le manifeste de 1940
de la 4^e Internationale
(Cahier révolution
communiste n° 12)



**La guerre impérialiste
et la révolution
prolétarienne
mondiale**

L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires

Dans l'une des minuscules publications sectaires qui paraissent en Amérique, qui vivent des miettes tombées de la table de la 4^e Internationale et les paient de la plus noire ingratitude, je suis tombé par hasard sur un article consacré à la question ukrainienne [en novembre 1935, une petite fraction du WP, la section américaine de la 4^e Internationale dirigée par Hugo Oehler est exclue et fonde la RWL qui disparaîtra en 1947]. Quelle confusion ! Le sectaire-auteur est bien entendu opposé au mot d'ordre de l'Ukraine soviétique indépendante. Il est *pour* la révolution mondiale et *pour* le socialisme, bec et ongles. Il nous accuse d'ignorer les intérêts de l'URSS et d'abandonner la conception de la révolution permanente. Il nous accuse d'être des centristes. Sa critique est très sévère, presque implacable. Malheureusement il ne comprend rien du tout, et le nom de sa minuscule publication, *The Marxist* résonne plutôt ironiquement. Mais son incapacité à comprendre revêt des formes si achevées, presque classiques, qu'elle peut nous permettre de mieux comprendre et de clarifier complètement la question.

Notre critique prend comme point de départ la position suivante : « *Si les ouvriers d'Ukraine soviétique renversent le stalinisme et établissent un Etat ouvrier authentique, devront-ils se séparer du reste de l'Union soviétique ? Non* ». Et ainsi de suite... « Si les ouvriers renversent le stalinisme... », alors nous verrons plus clairement quoi faire. Mais, pour y arriver, il faut d'abord ne pas se fermer les yeux devant la croissance des tendances séparatistes en Ukraine, mais bien plutôt leur donner une expression politique correcte.

« *Ne pas tourner le dos à l'Union soviétique* », poursuit l'auteur, « *mais sa régénérescence et son rétablissement en tant que puissante citadelle de la révolution mondiale, telle est la voie du marxisme* ». Dans cet extrait, le développement réel des masses, en l'occurrence des masses opprimées nationalement, est remplacé par notre sage par des spéculations sur les voies les meilleures du développement. Avec la même méthode, mais avec beaucoup plus de logique, on pourrait dire : « Ce n'est pas la défense d'une Union soviétique dégénérée qui est notre tâche, mais la révolution mondiale laquelle transformera le monde entier en une Union soviétique mondiale ». De tels aphorismes sont monnaie courante.

Notre critique répète à plusieurs reprises ma déclaration sur le fait que le destin d'une Ukraine indépendante est indissolublement lié à la révolution prolétarienne mondiale. À partir de cette perspective générale, l'ABC pour un marxiste, il essaie cependant de faire une recette de passivité, de temporisation et de nihilisme national. Le triomphe de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale est le produit ultime de mouvements multiples, de campagnes et de batailles et absolument pas une précondition toute faite permettant de résoudre automatiquement toutes les questions. C'est seulement en posant directement et courageusement la question ukrainienne dans les circonstances concrètes données qu'on facilitera le ralliement des masses petites bourgeoises et paysannes autour du prolétariat, exactement comme en Russie en 1917.

Il est vrai que notre auteur pourrait objecter qu'en Russie, avant Octobre, c'était une révolution bourgeoise qui se déroulait tandis qu'aujourd'hui nous avons déjà derrière nous la révolution socialiste. Une revendication qui aurait pu être progressiste en 1917 est aujourd'hui réactionnaire. Un tel raisonnement, tout à fait dans l'esprit des bureaucrates et des sectaires, est faux du début à la fin.

Le droit à l'autodétermination nationale est bien entendu un principe démocratique et pas socialiste. Mais les principes authentiquement démocratiques ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison même qu'ils sont aussi étroitement entrelacés avec les tâches socialistes. La lutte résolue des bolcheviks pour le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées en Russie a facilité considérablement la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est comme si le prolétariat avait absorbé les problèmes démocratiques, avant tout les problèmes agraires et nationaux, donnant à la révolution russe un caractère combiné. Le prolétariat était déjà en train d'entreprendre les tâches socialistes, mais il ne pouvait immédiatement élever à ce niveau les paysans et les nations opprimées (elles-mêmes à prédominance paysanne) qui étaient, elles, absorbées par la résolution de leurs tâches démocratiques. C'est de là que découlaient les compromis inévitables dans le domaine agraire comme national. En dépit des avantages économiques d'une agriculture à large échelle, le gouvernement soviétique a été obligé de diviser les grands domaines. Ce n'est que quelques années plus tard que le gouvernement a pu passer aux fermes collectives, et alors, il sauta immédiatement beaucoup trop loin et fut obligé, après quelques années, de faire des concessions aux paysans sous la forme de lopins privés qui, dans de nombreux endroits, tendent à dévorer les fermes collectives. Les prochaines étapes de ce procès contradictoire ne sont pas encore résolues.

La nécessité d'un compromis, ou plutôt de plusieurs compromis, apparaît également dans le domaine de la question nationale, dont les voies ne sont pas plus linéaires que celles de la révolution agraire. La structure fédérale de la République soviétique constitue un compromis entre les exigences centralistes de l'économie planifiée et les exigences décentralisatrices du développement des nations opprimées dans le passé. Ayant construit un État ouvrier sur le compromis d'une fédération, le parti bolchévique a inscrit dans la constitution le droit des nations à la séparation complète indiquant par là qu'il ne considérait pas du tout la question nationale comme réglée une fois pour toutes.

L'auteur de notre critique soutient que les dirigeants du parti espéraient convaincre les masses de demeurer dans le cadre de la république soviétique fédérée. C'est exact, si l'on prend le mot de « convaincre », non au sens d'arguments logiques, mais au sens de traverser une expérience de collaboration économique, culturelle et politique. Une agitation abstraite en faveur du centralisme n'a pas en elle-même un grand poids. Comme on l'a déjà dit, la fédération était une rupture nécessaire avec le centralisme. Il faut aussi ajouter que la composition même de la fédération n'est d'aucune manière donnée d'avance une fois pour toutes. Selon les conditions objectives, une fédération peut se développer vers un plus grand centralisme, ou, au contraire, vers une plus grande indépendance de ses composantes nationales. Politiquement, il ne s'agit pas du tout de savoir s'il est avantageux « en général » pour les diverses nationalités de vivre ensemble dans le cadre d'un seul État, mais plutôt de savoir si, oui ou non, une nationalité donnée a, sur la base de sa propre expérience, jugé avantageux d'adhérer à un État donné.

En d'autres termes, laquelle des deux tendances, dans les circonstances données prendra-t-elle le dessus dans le compromis de la fédération, la tendance centrifuge ou la tendance centripète ? Ou, pour poser plus clairement encore : Staline et ses satrapes ukrainiens ont-ils réussi à convaincre les masses de la supériorité du centralisme de Moscou sur l'indépendance ukrainienne, ou ont-ils échoué ? C'est une question d'une importance décisive. Mais notre auteur ne soupçonne même pas son existence.

Les larges masses du peuple ukrainien désirent-elles se séparer de l'URSS ? Il pourrait au premier abord sembler difficile de répondre à cette question, dans la mesure où le peuple ukrainien, comme tous les autres peuples de l'URSS, est privé de toute possibilité d'exprimer sa volonté. Mais la genèse même du régime totalitaire et son intensification plus brutale encore, surtout en Ukraine, constituent la preuve que la volonté réelle des masses ukrainiennes est irrécyclablement hostile à la

bureaucratie soviétique. Il ne manque pas de preuve que l'une des sources principales de cette hostilité est la suppression de l'indépendance ukrainienne. Les tendances nationalistes en Ukraine ont explosé avec violence en 1917-1919. Le Parti Borotba exprimait ces tendances à gauche. L'indication la plus importante du succès de la politique léniniste en Ukraine a été la fusion du Parti bolchevik ukrainien avec l'organisation des « borotbistes [Les « borotbistes » constituaient l'aile gauche du PSR ukrainien qui avait quitté ce parti en mars 1918. Leur journal s'appelait *Borotba* (Lutte). Ils demandèrent leur admission dans le PC ukrainien, puis fusionnèrent en août 1919 avec le Parti social-démocrate indépendant d'Ukraine, scission du Parti menchevik].

Au cours de la décennie suivante, cependant, une véritable rupture se produisit avec le groupe de Borotba, dont les dirigeants furent persécutés. Le vieux bolchevik Skrypnyk, pourtant un stalinien pur-sang, fut conduit au suicide en 1933 pour avoir soi-disant protégé les tendances nationalistes. Le véritable organisateur de ce suicide fut l'émissaire stalinien Postychev qui, là-dessus, resta en Ukraine comme représentant de la politique de centralisation. Pourtant Postychev est tombé lui-même en disgrâce. Ces faits sont profondément symptomatiques, car ils révèlent avec quelle force s'exerce la pression de l'opposition nationaliste sur la bureaucratie. Nulle part purge et répression n'ont eu un caractère aussi sauvage et aussi massif qu'en Ukraine.

Le fait que les éléments démocrates ukrainiens hors d'Union soviétique se soient détournés d'elle est d'une importance politique énorme. Quand le problème ukrainien s'est aggravé au début de l'année, on n'entendait pas du tout les voix communistes, mais celles des cléricaux et socialistes nationaux ukrainiens résonnaient fort. Cela signifie que l'avant garde prolétarienne a laissé le mouvement national ukrainien lui glisser des mains et que ce mouvement a progressé très avant sur la voie du séparatisme. Enfin, l'état d'esprit des émigrés ukrainiens du continent nord-américain est également très indicatif. Au Canada, par exemple, où les Ukrainiens constituent le cœur du Parti communiste, a commencé en 1933, comme l'a dit un participant de ce mouvement, un exode très net des ouvriers et paysans ukrainiens qui se détournent du communisme et tombent ou dans la passivité ou les nationalismes de divers types. Au total, ces symptômes et ces faits témoignent sans conteste de la force grandissante des tendances séparatistes au sein des masses ukrainiennes.

Tel est le fait fondamental sous-jacent à l'ensemble du problème. Il montre qu'en dépit du pas en avant gigantesque réalisé par la révolution d'Octobre dans le domaine des rapports nationaux, la révolution prolé-

tarienne, isolée dans un pays arriéré, s'est avérée incapable de résoudre la question nationale, particulièrement la question ukrainienne, qui, a par essence un caractère international. La réaction thermidorienne, couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a rejeté les masses laborieuses très en arrière dans le domaine national également. Les grandes masses du peuple ukrainien sont mécontentes de leur sort national et aspirent à le changer radicalement. C'est ce fait que le révolutionnaire politique, à la différence du bureaucrate et du sectaire, doit prendre comme point de départ.

Si notre critique était capable de penser politique, il aurait deviné sans difficulté les arguments des staliniens contre le mot d'ordre de l'indépendance de l'Ukraine : « il nie la position de défense de l'URSS », « détruit l'unité des masses révolutionnaires », « ne sert pas les intérêts de la révolution, mais ceux de l'impérialisme ». En d'autres termes, les staliniens répètent les trois arguments de notre auteur. C'est ce qu'ils feront à coup sûr dès demain.

La bureaucratie stalinienne dit à la femme soviétique : « Puisqu'il y a le socialisme dans notre pays, vous devez être heureuse et renoncer à l'avortement (ou être punie) ». Aux Ukrainiens, elle dit : « Puisque la révolution socialiste a réglé la question nationale, il est de votre devoir d'être heureux dans l'URSS et de renoncer à toute idée de séparation (ou de faire face au peloton d'exécution) ».

Que dit un révolutionnaire à la femme ? « Vous devez décider vous-même si vous voulez un enfant ; je défendrai votre droit à l'avortement face à la police du Kremlin ». Au peuple Ukrainien, il dit : « Ce qui compte pour moi, c'est votre attitude à vous vis-à-vis de votre destin national et non les sophismes pseudo socialistes de la police du Kremlin ; je soutiendrai de toutes mes forces votre lutte pour l'indépendance ukrainienne ».

Le sectaire, bien souvent, se retrouve du côté de la police, couvrant le statu quo, c'est à dire la violence policière, par des spéculations stériles sur la supériorité de l'unification socialiste des nations sur leur division. Assurément, la séparation de l'Ukraine constitue un risque en comparaison d'une fédération socialiste volontaire et égalitaire ; mais elle constituera un acquis indiscutable par rapport à l'étranglement bureaucratique du peuple ukrainien. Afin de se rapprocher plus étroitement et plus honnêtement, il est parfois nécessaire de commencer par se séparer. Lénine avait l'habitude de citer le fait que les rapports entre travailleurs norvégiens et suédois se sont améliorés et sont devenus plus étroits après la destruction de l'unification forcée de la Norvège et de la Suède.

Nous devons partir des faits et non de normes idéales. La réaction thermidorienne en URSS, la défaite d'un certain nombre de révolutions, les victoires du fascisme -qui est en train de refaire à sa manière la carte de l'Europe- devront être payées en monnaie véritable dans tous les domaines, y compris la question ukrainienne. Si nous devons ignorer la situation nouvelle née des défaites, si nous devons prétendre que rien d'extraordinaire ne s'est produit et si nous devons opposer des abstractions familières à des faits déplaisants, alors nous pourrions bel et bien livrer à la réaction nos dernières chances de nous venger dans un avenir plus ou moins proche.

Notre auteur interprète le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante comme suit : « *D'abord, il faut libérer l'Ukraine soviétique du reste de l'Union soviétique ; ensuite nous aurons la révolution prolétarienne et l'unification avec le reste de l'Ukraine* ». Mais comment peut-il y avoir une séparation, sans une révolution d'abord ? Notre auteur est pris dans un cercle vicieux, et le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante est discrédité sans espoir, en même temps que la « logique erronée » de Trotsky. En fait, cette logique particulière - d' « *abord* » et « *ensuite* » - n'est qu'un exemple frappant d'une façon de penser scolastique. Notre malheureux critique n'a pas la moindre idée du fait que les processus historiques peuvent se produire non « d'abord » puis « ensuite », mais parallèlement l'un à l'autre, s'accélérer ou se retarder l'un l'autre. Ni que la tâche de la politique révolutionnaire consiste précisément à accélérer l'action et réaction mutuelles des processus progressistes. Le tranchant du mot d'ordre d'une Ukraine indépendante est dirigé directement contre la bureaucratie de Moscou et permet à l'avant-garde prolétarienne de gagner les masses paysannes. D'un autre côté, le même mot d'ordre ouvre au parti prolétarien la possibilité de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en Roumanie et en Hongrie. L'ensemble de ces processus politiques poussera de l'avant le mouvement révolutionnaire et augmentera le poids spécifique de l'avant-garde prolétarienne.

Mon affirmation que les ouvriers et paysans d'Ukraine occidentale (Pologne) ne veulent pas rejoindre l'Union soviétique telle qu'elle est constituée aujourd'hui et que cela constitue un argument supplémentaire en faveur d'une Ukraine indépendante, notre sage la balaie en affirmant que, même s'ils le voulaient, ils ne pourraient rejoindre l'Union soviétique, parce qu'ils ne pourraient le faire qu' « après la révolution prolétarienne en Ukraine occidentale » - de toute évidence en Pologne. En d'autres termes : *aujourd'hui*, la séparation de l'Ukraine est impossible, et *après* la révolution victorieuse, elle serait réactionnaire. Vieux refrain familial !

Luxemburg, Boukharine, Piatakov et bien d'autres ont utilisé exactement le même argument contre le programme d'autodétermination nationale [la SDKP de Pologne dirigée par Luxemburg et Jogiches était opposée à l'indépendance de la Pologne et avait influencé une aile du Parti bolchevik, dont Boukharine et Piatakov, durant la 1^{re} Guerre mondiale] ; sous le capitalisme, c'est utopique, et sous le socialisme, c'est réactionnaire. L'argument est radicalement faux parce qu'il ignore l'époque de la révolution sociale et ses tâches. Il est certain que sous la domination de l'impérialisme une indépendance authentique, stable et solide des nations petites et moyennes est impossible. Il est également vrai que dans un socialisme pleinement développé, avec le dépérissement progressif de l'État, la question des frontières nationales disparaîtra. Mais entre ces deux moments - aujourd'hui et le socialisme complet - se dérouleront les décennies au cours desquelles nous nous préparons à réaliser notre programme. Le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante est d'une extraordinaire importance pour mobiliser les masses et les éduquer dans la période de transition.

Le sectaire ignore simplement le fait que la lutte nationale, une des plus complexes, un véritable labyrinthe, mais en même temps des plus importantes des formes de la lutte des classes, ne peut pas être suspendue par de simples références à la révolution mondiale future. En détournant leurs yeux de l'URSS, en négligeant d'avoir le soutien et la direction du prolétariat international, les masses petites bourgeoises et même prolétariennes d'Ukraine tombent victimes de la démagogie réactionnaire. Des processus identiques se produisent sans aucun doute également dans l'Ukraine soviétique, il est simplement plus difficile de les mettre en évidence. Le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante avancé à temps par l'avant garde prolétarienne conduira inévitablement à la stratification de la petite bourgeoisie et facilitera la jonction de son tiers inférieur avec le prolétariat. C'est seulement ainsi qu'il est possible de préparer la révolution prolétarienne.

« *Si les travailleurs réalisent une révolution victorieuse en Ukraine occidentale* », persiste notre auteur, « *notre stratégie serait-elle d'exiger la séparation de l'Ukraine soviétique et sa fusion avec sa partie occidentale ? Exactement le contraire* ». Cette affirmation marque la profondeur de « notre stratégie » ? À nouveau le même refrain : « Si les ouvriers réalisent... ». Le sectaire se contente d'une éducation logique à partir d'une révolution victorieuse supposée déjà réalisée. Mais, pour un révolutionnaire, le nœud de la question est précisément de savoir comment frayer la voie à la révolution, comment faciliter aux masses l'approche vers la révolution, comment rapprocher la révolution, comment assurer sa victoire. « Si les ouvriers réalisent... » une révolution victorieuse, tout sera évidemment très bien. Mais maintenant, justement, il

n'y a pas de révolution victorieuse et, au contraire, c'est la réaction qui triomphe.

Trouver le pont entre la réaction et la révolution, telle est notre tâche. C'est l'apport de tout notre programme de revendications de transition [*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, adoptée à la conférence de 1938]. Rien d'étonnant que les sectaires de toutes nuances n'en comprennent pas la signification. Ils opèrent au moyen d'abstractions : une abstraction de l'impérialisme, une abstraction de révolution socialiste. La question de la transition de l'impérialisme réel à la révolution réelle, la question de comment mobiliser les masses dans une situation historique donnée pour prendre le pouvoir, reste pour ces pédants un livre scellé de sept sceaux.

Ajoutant une sévère accusation l'une sur l'autre, notre critique déclare que le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante sert les intérêts des impérialistes et des staliniens parce qu'il « contredit complètement la position de défense de l'Union soviétique ». Il est impossible de comprendre pourquoi les intérêts « des staliniens » ne sont pas touchés. Mais contentons-nous de la question de la « défense de l'URSS ». Cette défense pourrait être menacée par une Ukraine indépendante seulement si cette dernière était hostile non seulement à la bureaucratie, mais à l'URSS même. Cependant, à partir d'un tel point de départ -de toute évidence faux- comment un socialiste peut-il exiger qu'une Ukraine hostile soit retenue dans le cadre de l'URSS ? Ou bien la question n'englobe-t-elle que la période de la révolution nationale ?

Pourtant notre critique reconnaît apparemment le caractère inévitable de la révolution politique contre la bureaucratie bonapartiste. Dans l'intervalle, cette révolution, comme toute révolution, présentera sans aucun doute un certain danger du point de vue de la défense de l'URSS. Que faire ? Si notre critique avait réellement pensé à ce problème, il aurait répondu qu'un tel danger était un risque historique inévitable puisque l'URSS est perdue sous la domination de la bureaucratie bonapartiste. Le même raisonnement s'applique également intégralement au soulèvement national révolutionnaire qui ne présente rien d'autre qu'un segment unique de la révolution politique.

Il vaut d'être noté que l'argument le plus précieux contre l'indépendance ne soit même pas venue à l'idée de notre critique. L'économie de l'Ukraine soviétique fait partie intégrante du plan. La séparation de l'Ukraine menace de briser le plan et d'abaisser les forces productives. Mais cet argument non plus n'est pas décisif. Un plan économique n'est pas le saint des saints. Si les décisions nationales à l'intérieur de la fédération, en dépit du plan unifié, poussent dans des directions op-

posées, cela signifie que le plan ne les satisfait pas. Un plan est l'œuvre des hommes. On peut le reconstruire conformément aux frontières nouvelles. Dans la mesure où le plan est avantageux pour l'Ukraine, elle désirera elle-même et saura comment arriver au nécessaire accord économique avec l'Union soviétique, de même qu'elle sera capable de conclure l'alliance militaire nécessaire.

En outre, il est impossible d'oublier que le pillage et le règne arbitraire de la bureaucratie constituent une partie intégrante importante du plan économique en vigueur et font peser sur l'Ukraine un lourd fardeau. Le plan doit être profondément révisé d'abord et avant tout de ce point de vue. La classe dirigeante dépassée détruit systématiquement l'économie du pays, son armée et sa culture ; elle anéantit la fleur de sa population et prépare le terrain à la catastrophe. L'héritage de la révolution ne peut être sauvé que par son renversement. Plus courageuse et plus résolue sera la politique de l'avant garde prolétarienne sur la question nationale entre autres, plus le renversement victorieux de la bureaucratie par la révolution sera assuré, et moins les faux frais seront élevés.

Le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante ne signifie pas que l'Ukraine demeurera pour toujours isolée, mais seulement qu'elle déterminera à nouveau pour elle-même, de sa propre volonté, la question de ses relations avec les autres composantes de l'URSS et ses voisins occidentaux. Prenons la variante idéale la plus favorable pour notre critique. La révolution éclate simultanément dans toutes les parties de l'Union soviétique. L'hydre bureaucratique est étranglée et balayée. Le congrès constituant des soviets est à l'ordre du jour. L'Ukraine exprime le désir de déterminer de nouveau ses relations avec l'URSS. Espérons que notre critique sera prêt à lui donner ce droit. Mais, pour déterminer librement ses rapports avec les autres républiques soviétiques, pour posséder le droit de dire oui ou non, l'Ukraine doit reprendre sa totale liberté d'action, au moins pour la durée de cette période constituante. Il n'existe aucun autre nom pour cela que l'indépendance étatique.

Supposons maintenant que la révolution embrase en même temps également la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. Toutes les fractions du peuple ukrainien sont libérées et entrent en négociations pour rejoindre l'Ukraine soviétique. En même temps elles expriment toutes leur désir d'avoir leur mot à dire sur la question des relations entre une Ukraine unifiée et l'Union soviétique, la Pologne soviétique, etc. Il va de soi que, pour décider de toutes ces questions, il est nécessaire de réunir le congrès constituant de l'Ukraine unifiée. Mais un congrès « constituant » ne signifie rien d'autre que le congrès d'un Etat indépendant qui se prépare à nouveau à déterminer son propre régime interne aussi bien que sa position internationale. Il y a toutes raisons de supposer que dans le

cas d'une victoire de la révolution mondiale les tendances à l'unité acquerraient une force considérable, et que toutes les républiques soviétiques trouveraient les formes adéquates de liens et de collaboration. Mais ce but ne pourrait être atteint que si les anciens liens obligatoires et forcés, et en conséquence les anciennes frontières, étaient totalement abolis ; seulement à la condition que chacune des parties contractantes soit totalement indépendante. Pour accélérer et faciliter ce processus, pour rendre possible une fraternité authentique des peuples à l'avenir, l'avant-garde ouvrière de la Grande Russie doit comprendre dès maintenant les causes de la séparation de l'Ukraine, aussi bien que la puissance latente et la légitimité historique qui sont derrière elle, et doit sans réserve déclarer au peuple ukrainien qu'elle est prête à soutenir de toutes ses forces le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante dans un combat commun contre la bureaucratie autocratique et l'impérialisme.

Les nationalistes ukrainiens petits bourgeois considèrent comme juste le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante. Mais ils objectent la corrélation de ce mot d'ordre avec la révolution prolétarienne. Ils veulent une Ukraine démocratique indépendante et pas une analyse détaillée de cette question parce qu'elle ne concerne pas la seule Ukraine, mais l'appréciation générale de notre époque, analyse que nous avons répétée à maintes reprises. Nous nous contenterons de souligner les principaux aspects.

La démocratie dégénère et se meurt, même dans ses métropoles. Seuls les empires coloniaux les plus riches et les pays bourgeois particulièrement privilégiés sont encore capables de maintenir aujourd'hui un régime démocratique, et encore est-il évident qu'il se dégrade. Il n'existe pas la moindre base pour espérer que l'Ukraine paupérisée et arriérée par rapport à eux sera capable d'établir et de maintenir un régime démocratique. En vérité, l'indépendance même de l'Ukraine ne durera pas longtemps dans un environnement impérialiste. L'exemple de la Tchécoslovaquie est suffisamment éloquent. Tant que prévalent les lois de l'impérialisme, le sort des nations petites et moyennes demeurera instable et peu sûr. L'impérialisme ne peut être renversé que par la révolution prolétarienne.

La fraction la plus importante de la nation ukrainienne est aujourd'hui représentée par l'actuelle Ukraine soviétique. Un prolétariat puissant et purement ukrainien y a été créé par le développement industriel. C'est lui qui est destiné à diriger le peuple ukrainien dans toutes ses luttes à venir. Le prolétariat ukrainien souhaite échapper aux griffes de la bureaucratie. Le mot d'ordre d'une Ukraine démocratique est historiquement dépassé. Tout ce à quoi il puisse servir est peut-être à consoler

des intellectuels bourgeois. Il n'unifiera pas les masses. Et, sans les masses, l'émancipation et l'unification de l'Ukraine sont impossibles.

Notre sévère critique nous jette le « centrisme » à la tête à toute occasion. Selon lui, tout l'article n'a été écrit que pour étaler un exemple frappant de notre « centrisme ». Mais il ne fait même pas une seule tentative pour démontrer en quoi consiste précisément le « centrisme » du mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante. Assurément, ce n'est pas facile. Le centrisme est le terme appliqué à une politique qui est opportuniste en substance et cherche à apparaître comme révolutionnaire dans la forme. L'opportunisme consiste en une adaptation passive à la classe dirigeante et à son régime, à ce qui existe déjà, y compris, bien sûr, les frontières des états. Le centrisme partage totalement ce trait fondamental de l'opportunisme, mais, en s'adaptant aux ouvriers mécontents, il le dissimule sous des commentaires radicaux.

Si nous partons de cette définition scientifique, nous nous apercevons que la position de notre malheureux critique est en partie et en totalité centriste. Il prend comme point de départ les frontières spécifiques - accidentelles du point de vue de la politique rationnelle et révolutionnaire - qui découpent les nations en segments, comme si elles étaient immuables. La révolution mondiale, qui n'est pas pour lui une réalité vivante, mais l'incantation d'un sorcier, doit selon lui accepter sans équivoque ces frontières comme son point de départ.

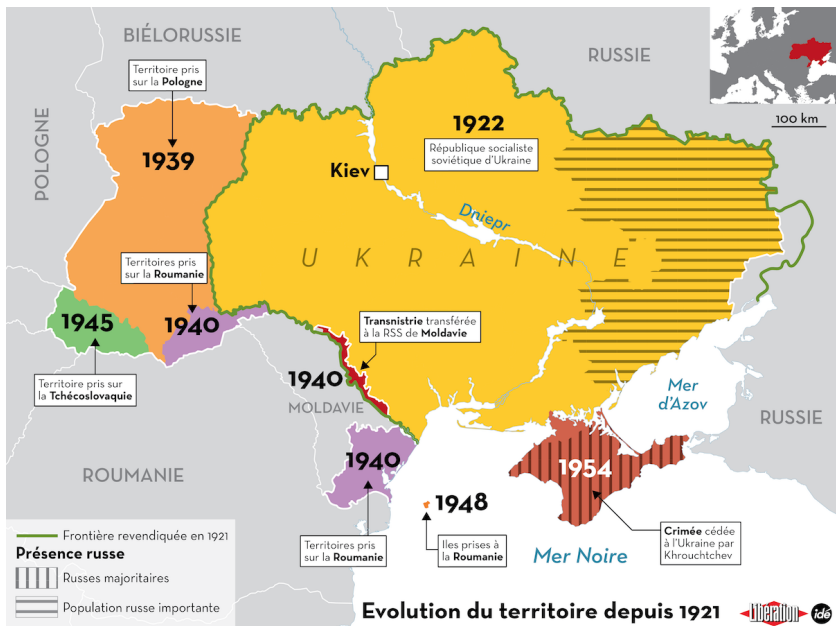
Il ne s'intéresse pas du tout aux tendances nationalistes centrifuges qui peuvent se couler soit dans les canaux de la révolution, soit dans ceux de la réaction. Ils violent son plan administratif paresseux construit sur le modèle des « d'abord » et « ensuite ». Il se détourne de la lutte pour l'indépendance nationale contre l'étranglement bureaucratique et se réfugie dans les spéculations sur la supériorité de l'unité socialiste. En d'autres termes, sa politique - si on peut appeler politique des commentaires scolastiques sur la politique des autres - porte les pires stigmates du centrisme.

Le sectaire est un opportuniste qui se redoute lui-même. Dans le sectarisme, l'opportunisme (centrisme) reste à l'état latent dans la phase initiale, comme un délicat bourgeon. Puis le bourgeon grandit, le tiers, la moitié, parfois plus. On a alors une combinaison particulière de sectarisme et de centrisme (Vereeken), de sectarisme et d'opportunisme de bas étage (Sneevliet). Mais parfois le bourgeon se recroqueville sans se développer (Oehler). Si je ne m'abuse, c'est Oehler qui édite *The Marxist*.

Le mystère est éclairci

La guerre, comme la révolution, se distingue par le fait qu'elle balaie d'un seul coup les formules vides et met à nu la réalité. La « défense de la démocratie » est une formule vide. L'invasion de la Pologne est une réalité sanglante.

Il est clair aujourd'hui que, pendant les années où le Comintern menait à grand tapage sa campagne pour une alliance des démocraties contre le fascisme, le Kremlin était en train de préparer une entente militaire avec Hitler contre les prétendues démocraties. Même de parfaits crétins doivent comprendre aujourd'hui que les procès de Moscou qui ont permis d'exterminer la vieille garde bolchévique sous l'accusation de collaboration avec les nazis, n'étaient rien d'autre qu'une couverture de l'alliance de Staline et de Hitler. Il n'y a plus de secret. Tandis que les missions britanniques et françaises examinaient avec Vorochilov [le nouveau chef de l'Armée rouge dont tous les chefs capables avaient été exécutés par Staline, ce qui facilitera l'offensive allemande en 1941] le meilleur moyen de défendre la Po-



logne, le même Vorochilov discutait avec les représentants de l'état-major allemand du meilleur moyen de détruire et de partager la Pologne. Le Kremlin n'a pas seulement trompé Chamberlain [premier ministre britannique, Parti conservateur], Daladier [premier ministre français, Parti radical] et Beck [ministre des affaires étrangères de Pologne], mais aussi systématiquement les masses laborieuses de l'Union soviétique et du monde entier.

Quelques imbéciles et des snobs m'ont accusé d'avoir été amené par ma « haine » de Staline à faire d'horribles prédictions. Comme si les gens sérieux pouvaient se laisser guider par leurs sentiments personnels dans des questions de portée historique ! Les faits inexorables démontrent que la réalité est plus horrible que toutes les prédictions que j'ai faites. En pénétrant en territoire polonais, les troupes soviétiques savaient d'avance à quel endroit exact elles allaient rencontrer – en tant qu'alliées, pas en tant qu'ennemies – les armées de Hitler. L'opération avait été déterminée dans ses aspects essentiels par les clauses secrètes du pacte germano-soviétique ; les états-majors des deux pays devaient collaborer en permanence ; l'intervention de Staline n'est que le complément symétrique des opérations hitlériennes. Voilà les faits.

Jusqu'à très récemment, le Kremlin, cherchant à gagner l'amitié de Varsovie (en l'occurrence la tromper), disait que le mot d'ordre d'autodétermination pour l'Ukraine occidentale (la Galicie orientale) était criminel. Les purges et les exécutions en Ukraine soviétique ont été provoquées avant tout par le fait que les révolutionnaires ukrainiens, contrairement à la volonté de Moscou, aspiraient à l'émancipation de la Galicie de l'oppression polonaise. Aujourd'hui, le Kremlin couvre son intervention en Pologne d'une sollicitude repentante pour « l'émancipation » et « l'unification » des nations ukrainienne et biélorusse. En réalité, l'Ukraine soviétique, plus que toute autre partie de l'Union soviétique, est ligotée féroceement par les chaînes de la bureaucratie de Moscou. Les aspirations des différentes parties du peuple ukrainien à l'unité et à l'indépendance sont tout à fait légitimes et revêtent une grande intensité. Mais ces aspirations sont dirigées également contre le Kremlin. Si l'objectif de l'intervention est atteint, le peuple ukrainien sera « unifié », non dans la liberté nationale, mais dans la servitude bureaucratique. De plus, il ne se trouvera pas un seul honnête homme pour approuver « l'émancipation » de huit millions d'Ukrainiens et de Biélorusses au prix de l'asservissement de vingt-trois millions de Polonais ! Même si le Kremlin organisait par la suite un plébiscite en Galicie orientale sur le modèle de

Goebbels [ministre nazi de la propagande], il ne tromperait personne. Car il ne s'agit pas de l'émancipation d'un peuple opprimé, mais de l'agrandissement du territoire sur lequel vont s'exercer oppression et parasitisme bureaucratique.

La presse hitlérienne approuve totalement l'« unification » et l'« émancipation » des Ukrainiens dans les griffes du Kremlin. Hitler mène ainsi à bien deux tâches. Premièrement, il attire l'Union soviétique dans son orbite militaire. Deuxièmement, il effectue un pas préparatoire sur la voie de la réalisation de son programme d'une « Grande Ukraine ». La politique de Hitler est la suivante : l'établissement d'un agenda pour ses conquêtes, l'une après l'autre et la création, en vue de chaque nouvelle conquête, d'un nouveau système « d'amitiés ». À l'étape présente, il cède à son ami Staline la Grande Ukraine à titre de dépôt temporaire. À la suivante, il posera la question de savoir qui est le propriétaire de l'Ukraine, Staline ou lui.

Il y a des gens qui osent comparer l'alliance Hitler-Staline au traité de Brest-Litovsk [accord entre l'Allemagne et la Russie soviétique en mars 1918]. Quelle dérision ! Les négociations de Brest-Litovsk ont été menées ouvertement, sous les yeux de l'humanité tout entière. La révolution soviétique, à la fin de 1917 et au début de 1918, n'avait pas un seul bataillon capable de se battre. L'Allemagne des Hohenzollern attaquait la Russie, s'emparant des provinces soviétiques et du matériel militaire. Le jeune gouvernement n'avait pas d'autre possibilité physique que de signer le traité de paix. Cette paix, nous l'avons publiquement définie comme une *capitulation* d'une révolution désarmée face à un ennemi puissant. Nous n'avons pas célébré le culte des Hohenzollern, mais dénoncé publiquement la paix de Brest-Litovsk comme extorsion et brigandage. Nous n'avons pas trompé les ouvriers et les paysans. Le pacte actuel Hitler-Staline a été conclu malgré l'existence d'une armée de plusieurs millions d'hommes, et son objectif immédiat était de faciliter à Hitler l'écrasement de la Pologne et son partage entre Berlin et Moscou. Où est l'analogie ?

Les propos de Molotov [ministre des affaires étrangères de l'URSS], que l'Armée rouge se couvrirait « de gloire » en Pologne, resteront comme une honte ineffaçable pour le Kremlin. L'Armée rouge a reçu l'ordre d'en finir en Pologne avec ceux qui avaient été battus par Hitler. Telle est le rôle honteux et criminel qui a été assigné à l'Armée rouge par les chacals du Kremlin.

18 septembre 1939
Œuvres, t. 22, ILT, pp. 31-34

Cahiers révolution communiste

- n° 39 GMI, *Leçons d'Iran 1978-1988*, 2023
- n° 37 Worontzoff, *Lénine et la presse révolutionnaire*, 1975
- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
- n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
- n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
- n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
- n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
- n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 GMI, *Programme*, 2017
- n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995

3 euros auprès des militants
5 euros par la poste envoyés à l'ARTP (voir p. 55)

L'Ukraine déchirée par les impérialistes



2015

*Cahier
révolution
communiste
n° 8*

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]
Abonnement 20 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du Collectif révolution permanente
revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : **patronsuzdunya.com**

Site du GKK/Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI/France : **groupemarxiste.info**

Site de IKC/État espagnol : **www.ikcirklo.org**

Site d'OR/Argentine : **octubrerojoorg.wordpress.com**



Le parti ouvrier de Russie (POSDR) prend dès sa fondation position contre les multiples oppressions nationales qui sévissent dans l'empire. Pour unifier toutes les forces révolutionnaires sous la direction du prolétariat, il reconnaît le droit pour les nations opprimées (dont les Ukrainiens) de se séparer de l'État russe. Après la révolution de février 1917, la fraction menchevik du POSDR et le PSR populiste, majoritaires alors dans les soviets, gouvernent avec la représentation « démocratique » de la bourgeoisie russe (PKD). Le gouvernement provisoire repousse les revendications paysannes et nationales.

L'insurrection d'octobre 1917 menée par le POSDR bolchevik (devenu majoritaire dans les soviets) avec une minorité du PSR renverse la bourgeoisie. Le pouvoir des soviets souffre de l'arriération économique, des interventions étrangères et de la guerre contrerévolutionnaire des

armées blanches, des nationalistes bourgeois polonais, finlandais et ukrainiens (Petlioura). Durant la guerre civile, le pouvoir des soviets prend clairement parti contre l'antisémitisme auquel recourent tant les armées russes pro tsaristes que les nationalistes bourgeois polonais et ukrainiens. L'Internationale communiste fondée en 1919 défend tous les peuples opprimés et se prononce pour l'indépendance des colonies. Bien qu'elle réussisse à vaincre en 1921 les armées blanches, la révolution russe reste isolée, tant à l'ouest qu'à l'est. Le peuple ukrainien est éclaté à partir de 1921 entre URSS, Pologne, Tchécoslovaquie et Roumanie.

En 1922-1923, Lénine tente de lutter contre la bureaucratisation et contre l'oppression nationale. Après sa mort en 1924, une contrerévolution politique est opérée par l'appareil privilégié de l'État. Ayant pris le contrôle du Parti communiste malgré la résistance de Trotsky et de Zinoviev, la bureaucratie incarnée par Staline impose en 1933 une russification forcée dont sont victimes, entre autres, les Tatars et les Ukrainiens. Devant la dégénérescence de l'État ouvrier, la 4^e Internationale se prononce à partir de 1933 pour une nouvelle révolution, nécessaire pour sauver les conquêtes d'Octobre et rendre le pouvoir aux soviets. À titre personnel, Trotsky va encore plus loin : tout en défendant l'URSS contre les menées impérialistes allemande et japonaise, il prend parti pour l'indépendance de l'Ukraine.

Malgré la caste parasitaire, l'URSS survit à la guerre mondiale. Mais, en 1991-1992, elle explose. La restauration du capitalisme par la bureaucratie permet l'indépendance des bourgeoisies de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Biélorussie, de la Géorgie et de l'Ukraine. La bourgeoisie impérialiste des oligarques russes menée par Poutine rejette violemment l'héritage de 1917 et remet en cause les droits des anciennes minorités nationales de l'Empire russe. D'où l'écrasement de la Tchétchénie, les menées pour la domination de la Biélorussie, de la Géorgie et de l'Ukraine qui l'opposent aux bourgeoisies des États-Unis et de l'Union européenne, d'où l'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion de l'Ukraine en 2022 qui vise à la recoloniser. Ce recueil devrait aider à la compréhension de ces événements.